

RESISTER



à la DROITE la plus 'COGNE' du monde

Dossier
**ITALIE: RÉFÉRENDUM,
AUSTÉRITÉ ET OFFENSIVE
ANTIDÉMOCRATIQUE**
Pages 6 et 7

ÉDITO
L'agonie d'Alep
Page 2

ACTU DE CAMPAGNE
PCF: petite majorité, et petite
forme, pour soutenir Mélenchon
Page 4



ACTU INTERNATIONALE
USA: Trump, la dictature
brutale du capital...
Page 10

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Gérard Mordillat
Page 12



édito

Par JACQUES BABEL

L'agonie d'Alep

Alep, une des plus belles villes du monde, détruite pierre par pierre... Les habitants d'Alep écrasés, ces héros syriens, de toutes origines religieuse, culturelle ou sociale, soulevés parce que voulant depuis 2011 partager avec le monde les aspirations irrésistibles à la liberté, la justice, la dignité, contre l'arbitraire d'un régime qui n'est fort que de barbarie, de mensonges et d'alliés sans scrupules. À l'heure où ces lignes sont écrites, les quartiers d'Alep-est tombent les uns après les autres. C'est un reflux inexorable de celles et ceux qui ont tenu quatre ans, dans une coexistence compliquée de la population civile, tentant d'organiser une vie nouvelle sans dictateur ni appareil policier tentaculaire, puis la survie à 250 000, avec quelques milliers de combattants hétéroclites, controversés mais seuls remparts actuels contre la horde des amis d'Assad le sanguinaire. Tous sont meurtris des bombardements incessants, avec toutes les techniques, sur tous les bâtiments : les hôpitaux, les marchés, les boulangeries et les écoles... Ils sont affamés car les dernières réserves de vivres sont épuisées, le blocus étant total depuis la mi-août. Et maintenant c'est l'assaut sans pitié d'une alliance revendiquant sa haine de l'auto-organisation des populations : les troupes et milices syriennes, iraniennes, libanaises, irakiennes, afghanes au service d'Assad, soutenues par l'imposant déploiement militaire du parrain russe, pendant que le reste du monde détourne les yeux, quand il n'applaudit pas le leadership de Poutine, tels Le Pen ou Fillon. Les ingénieries étrangères ne sont plus un problème, on veut nous faire croire que si cette volonté d'en finir avec les « rebelles » en Syrie est aussi déterminée, c'est peut-être parce qu'elle fait partie de la « lutte contre le terrorisme »... Quel contresens ! La rage, alors que les pouvoirs dits « démocratiques » n'ont rien fait concrètement pour aider les démocrates syriens : au contraire, leurs propres interventions militaires ont donné des arguments à ceux qui, de tous côtés, combattent ces démocrates. Et la honte de notre impuissance, et que certains se revendiquent de gauche accompagnent cette forfaiture qui veut clouer à Alep le cercueil du soulèvement de toute une région depuis 2011, en le proclamant globalement « islamiste »... De tout cela, deux certitudes : à court terme, c'est tous les obscurantismes qui en sortiront renforcés. À moyen terme, nul ne peut arrêter le vent de la liberté.

BIEN DIT

Quelques jours à peine après la clôture de la COP22 où les besoins en financement pour aider les pays les plus pauvres à s'adapter au changement climatique étaient si criants, ce cynisme du gouvernement est inadmissible. Cette coupe de 36 millions d'euros, c'est plus que ce que la France a donné en 5 ans pour soutenir la couverture santé universelle au Sénégal, Mali, Niger et Tchad...

SANDRA LHOÏTE-FERNANDES, porte-parole de l'ONG Oxfam France, après l'adoption en première lecture du projet de loi de finances 2017 qui coupe en catimini le budget de l'aide au développement de 36 millions d'euros...

À la Une

Résister à la droite la plus « cogne » du monde

Pas de surprise lors du deuxième tour de la primaire de la droite : Fillon l'a emporté haut la main sur Juppé...

Il aura été difficile d'échapper à la déferlante médiatique autour de cette finale entre deux vieux larrons réactionnaires ayant depuis plus de trente ans écumé les ministères en servant au mieux les intérêts de la bourgeoisie. Mais cela a au moins permis de nous familiariser avec ce que nous devons nous préparer à combattre dès maintenant !

La stratégie du choc

C'est difficile d'écouter Fillon dérouler son programme sans se pincer pour vérifier qu'on n'est pas en plein cauchemar : fin de la durée légale du travail (avec le curseur jusqu'à 48 heures hebdomadaires en fonction des accords d'entreprise), retraite à 65 ans, fin des régimes spéciaux, dégressivité des allocations chômage, allocation sociale unique, suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, allègement d'impôts de 40 milliards pour les entreprises, suppression de l'ISF, dynamitage de la Sécurité sociale avec la fin des cotisations patronales, augmentation de la CSG et de la TVA (de deux points) et généralisation des compléments... De quoi faire passer les mesures anti-sociales de Valls-Hollande pour des traitements homéopathiques ! Fillon promet de réaliser tout cela en quelques semaines à coup d'ordonnances et de 49,3, car « les organisations syndicales n'ont plus la force pour accomplir les blocages dont elles menacent ».

Racisme décomplexé, ordre moral et appui aux dictateurs...

Si on s'enfonce un peu plus dans le bourbier programmatique de Fillon, on a de quoi vomir à répétition. Dans son livre, *Vaincre le terrorisme islamique*, Fillon ne prend

pas de gants : « Non, il n'y a pas un problème religieux en France. Oui, il y a un problème lié à l'islam », écrit-il. Il veut autoriser les « statistiques d'origine » pour permettre « de fixer un cadre à notre politique migratoire ».

Il annonce aussi qu'il reviendra sur la loi Taubira, notamment sur l'adoption d'enfants par les couples homosexuels. Grand défenseur de la religion catholique, il prône le retour à l'ordre moral d'avant 1968 : uniforme à l'école, remise en cause de l'avortement car destructeur de la famille... Et il soutient ouvertement les dictateurs russe et syrien, Poutine et Assad.

Le retour de la vraie droite, c'est la continuité... en pire !

Fillon voudrait fixer des quotas d'immigration ? Mais qui a démantelé le camp de Calais, organise aujourd'hui la chasse aux migrantEs ? Sur les retraites, en 2013, Hollande ajoutait une couche aux attaques des gouvernements précédents, en allongeant à 43 ans le nombre d'années de cotisations nécessaires pour la retraite à taux plein. Fillon veut juste poursuivre. Il annonce vouloir mettre les accords d'entreprise au centre et faciliter les licenciements ? Avec sa loi travail, Hollande a commencé à le faire !

Alors, ne nous laissons pas abattre par les résultats de cette primaire de droite, il ne pouvait rien en sortir de bon ! Tout comme il ne sortira rien de bon de la primaire « de gauche » (avec ou sans Hollande, avec ou sans Valls ou avec les deux...). Face à ces candidats du sérail ou outsiders, de gauche, de droite ou d'extrême droite, mais qui tous, de Macron à Le Pen, veulent gouverner pour les patrons, il est indispensable que le monde du travail se fasse entendre.

FILLON COMPARÉ À THATCHER...



La messe n'est pas dite

Car tous ces gens-là ont peur. De nous. Car ils savent que même en partie divisés, même abusés, nous sommes la force qui pourrait en quelques semaines les faire « déga-ger », comme les peuples arabes ont fait dégager nombre de leurs dirigeants à la surprise générale fin 2010 début 2011. Succomber à l'abattement est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre. Et la meilleure façon de ne pas y succomber, c'est de faire entendre une voix qui porte sans ambiguïté les exigences et aspirations du mouvement contre la loi travail, la perspective d'un mouvement d'ensemble, pour imposer un plan d'urgence sociale, démocratique,

écologique contre les banques, les multinationales et l'appropriation privée des richesses, une voix internationaliste solidaire des migrantEs, contre le racisme, les guerres, pour une Europe des travailleurs et des peuples, une voix qui porte aussi la perspective d'une autre société, socialiste, communiste...

Cette voix, Philippe Poutou, candidat du NPA, la portera dans les élections présidentielles. Mais surtout soyons nombreuses et nombreux sur nos lieux de travail, sur nos lieux d'études, là où nous vivons, à nous persuader que c'est par nos luttes, par nos grèves, nos mobilisations qu'elle aura la meilleure caisse de résonance.

Marie-Hélène Duverger

MORT DE FIDEL CASTRO

Une page se tourne

Fidel Castro sera identifié, à jamais, à la révolution cubaine. Dans les années 1960, cette révolution a suscité un enthousiasme sans précédent dans les jeunes générations de révolutionnaires...

Il faut se représenter le monde de l'époque : la guerre froide bat son plein et le stalinisme gèle le mouvement ouvrier international. La révolution cubaine va débloquent cette situation en créant un nouvel espoir.

Résurgence d'une dynamique révolutionnaire internationaliste

Comment une « guérilla » de quelques dizaines, puis de quelques centaines de militants, entraîne-t-elle tout un peuple dans le renversement de la dictature sanglante de Batista ? Comment expliquer qu'un peuple de 10 millions

d'habitants réussit à faire face à l'impérialisme américain, et à polariser ainsi la situation mondiale ?

C'est là qu'il faut reconnaître les qualités de direction de Fidel Castro. Celle-ci s'inscrit dans la tradition de José Martí, révolutionnaire cubain, champion de la lutte pour la libération nationale contre l'impérialisme nord-américain. Mais il faut noter une double spécificité de la révolution cubaine : alors que les stratégies d'alliance avec la bourgeoisie nationale dominent le mouvement ouvrier de l'époque, Fidel et ses camarades impulsent une stratégie de

lutte armée, combinant des actions de guérilla, le mouvement des masses, des manifestations et grèves insurrectionnelles. La deuxième spécificité, c'est qu'en s'opposant à l'« impérialisme yankee », la direction cubaine assure la souveraineté du pays. Pour cela, elle nationalise les grandes propriétés capitalistes, en particulier nord-américaines, et commence à sortir le pays du sous-développement, notamment en matière d'éducation et de santé.

Même si Cuba est un petit pays, Fidel propulse un processus révolutionnaire au sein même de l'hémisphère occidental. L'alchimie entre Fidel et Che Guevara renoue avec les meilleures traditions internationalistes du mouvement ouvrier. D'emblée, les appels au soutien des peuples en lutte se multiplient, en commençant par l'appui au peuple vietnamien. Les Cubains organisent en janvier 1966 la conférence internationale dite « Tricontinentale », qui regroupe les forces anti-impérialistes

d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Une première depuis les grandes conférences internationales des années vingt. Cette politique se concrétise dans les luttes armées entreprises par le Che en Amérique latine (Bolivie) et en Afrique (Congo). Elle se manifeste aussi dans les années 1970, par l'envoi de milliers de soldats cubains pour aider le peuple angolais à repousser les assauts des troupes sud-africaines.

Nous pouvons – et devons – discuter de certaines déviations militaristes des stratégies cubaines, mais l'essentiel, pour l'époque, est cette résurgence d'une dynamique révolutionnaire internationaliste.

Pressions soviétiques et déformations bureaucratiques

La révolution cubaine va, dès la fin des années 1960, s'affronter à la réalité des rapports de forces et du marché mondial. Elle paie dans sa chair l'avertissement lancé au mouvement révolutionnaire

Un monde à changer

LA MONDIALISATION MENSONGÈRE DE VALLS. Manuel Valls prétend «réparer les dégâts de la mondialisation». Tel est le titre du long texte-programmatique qu'il publie (pour préparer sa campagne électorale?) dans les Échos du jeudi 24 novembre. Il faut «humaniser la mondialisation... La mondialisation doit être mise au service des peuples, au service du peuple!» Valls y explique que la mondialisation n'a pas tenu ses promesses, fait des dégâts et crée de l'insécurité. La faute à qui? À «certains pays émergents» qui «soumettent nos industries, notre agriculture à une concurrence déloyale»...

Pas un mot sur la liberté des mouvements de capitaux qui permet à la finance de spéculer et de déstabiliser les économies, de faire pression pour plus d'austérité par l'intermédiaire des agences de notation. Pas un mot sur les multinationales, y compris françaises, qui se moquent des conditions de travail imposées aux travailleurEs et font pression sur leurs sous-traitants pour qu'ils tiennent les délais les plus brefs aux prix les plus bas, entraînant

des drames comme celui de l'effondrement du bâtiment industriel Rana Plaza en 2013 (1137 mortEs). Pas un mot sur le traité de commerce Europe-Canada – le CETA – (et celui actuellement en panne entre l'Europe et les États-Unis) qui contient des dispositions attentatoires aux normes sanitaires et environnementales. Et les paradis fiscaux ne sont abordés que par la bande, à travers les mécanismes utilisés par les multinationales. C'est toujours la même antienne focalisée sur le commerce de marchandises et les pays émergents, alors que les acteurs de la mondialisation capitaliste – et de ses dégâts – se trouvent bien «chez nous»: «nos» industriels, «nos» financiers» qui jouent au Monopoly pour maximiser leurs profits. Enfin, pour faire bonne mesure, Valls ajoute un autre facteur d'insécurité: «les flux migratoires», «l'Europe doit mieux contrôler ses frontières»... Décidément, la fonction de gens comme Valls est de désigner au mécontentement populaire des boucs émissaires pour exonérer les vrais responsables.

ÉNERGIE « La situation du nucléaire en France est devenue très préoccupante »

En effet, les anomalies constatées sur les générateurs de vapeur de plusieurs centrales nucléaires font que 20 réacteurs sur 58 sont en ce moment à l'arrêt. Par ailleurs, la composition chimique du fond et du couvercle de la cuve de l'EPR de Flamanville ne respecte pas les normes requises. Or la mise en service de l'EPR est prévue en 2018. D'où les états d'âme du président de l'ASN, qui va devoir se prononcer très bientôt sur ces deux dossiers épineux mettant directement en cause la filière nucléaire.

Les résultats des contrôles supplémentaires demandés par l'ASN à EDF sur les générateurs de vapeur commencent à être analysés par les experts de l'Institut de radioprotection nucléaire. Et en fonction des résultats, l'ASN autorisera ou non le redémarrage des réacteurs à l'arrêt. Concernant la cuve de l'EPR, EDF transmettra fin 2016 un dossier censé démontrer que ces défauts n'affaiblissent pas la résistance mécanique de la cuve, dossier qui sera analysé en 2017. En cause, la technique pour forger les lingots à l'usine Creusot-Forge d'Areva, qui rend nécessaire d'éliminer les parties où se concentrent les impuretés pour ne conserver que les parties saines, ce qui n'a pas été fait. Pire: comme l'a révélé la presse, l'enquête en cours a montré qu'Areva, fabricant des générateurs de vapeur et de la cuve de l'EPR, a falsifié des

Tel est le message qu'a voulu faire passer au Figaro Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) dans une interview publiée le mardi 22 novembre.



documents de contrôle pour rester dans les clous et qu'EDF, l'exploitant des centrales, a fermé les yeux sur ces pratiques.

La loi du silence...

Que les opérateurs du nucléaire – civils ou militaires – cachent des informations n'étonnera personne, goût du secret et loi du silence font partie du quotidien. Les multinationales qui interviennent dans la filière nucléaire ont profité pendant des

décennies de cette chape de plomb pour échapper à tout contrôle ou presque. Face à cette opacité «décomplexée», la création en 2006 de l'ASN, le «gendarme du nucléaire», a pu apparaître comme un certain «contre-pouvoir» face au risque nucléaire. Mais est-elle pour autant «l'institution indépendante et transparente» décrite par Pierre-Franck Chevet? À la tête de l'ASN, cinq commissaires: trois nommés par Hollande et deux autres par les présidents du Sénat

et de l'Assemblée nationale... Tout pour être sous la coupe du pouvoir politique et du lobby nucléaire. Ces derniers mois, les consignes données aux inspecteurs de l'ASN par leur hiérarchie était d'observer une certaine «retenue» face à EDF ou aux autres exploitants nucléaires, pour ne pas «tuer la filière». En août dernier, un inspecteur de l'ASN, contrôleur des centrales nucléaires normandes et du chantier EPR, a fait un recours auprès du tribunal administratif de Caen pour faire reconnaître son burn-out comme accident du travail suite à «de nombreuses et parfois très lourdes pressions voire menaces, de multiples injonctions contradictoires (...) pour influencer sur les choix (...) sur des sujets pouvant représenter des enjeux pour EDF».

Entre la «protection des populations et de l'environnement» et les intérêts des industriels et opérateurs du nucléaire, il faut choisir. Dans une situation qui se dégrade (vieillesse des installations, problèmes de l'EPR...), l'arrêt du nucléaire et la reconversion en renouvelables du système de production énergétique en lien avec les travailleurEs du secteur est la seule voie réaliste pour éviter une catastrophe.

Commission nationale écologie

Le chiffre

6,6% et 14%

Parmi les 20% des Français les plus pauvres, 6,6% doivent renoncer à des soins et 14% à aller chez le dentiste. Des chiffres au-dessus de la moyenne européenne, surtout pour les soins dentaires. Et la porte-parole de Fillon sur la santé qui explique que le dentaire et l'optique n'ont pas à être financés par l'assurance maladie...



Agenda

Samedi 3 décembre, rencontres de La Brèche, Paris. Présentation du livre *La mosaïque éclatée. Une histoire du mouvement national palestinien 1993-2016* par son auteur Nicolas Dot-Pouillard, à partir de 18h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 3 décembre, manifestation contre le chômage et la précarité, Paris. À partir de 14h, place Stalingrad (place de la Rotonde).

Vendredi 9 décembre, soirée pour la libération de Mumia Abu-Jamal, Paris. À 19h30, projection-débat du film documentaire *Toute ma vie en prison* au Cinéma La Clef, 34, rue Daubenton / 21, rue de La Clef (Métro Censier-Daubenton).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Cette proposition de loi met en cause les fondements de nos libertés, et tout particulièrement de la liberté d'expression qui ne peut être à plusieurs vitesses selon les sujets.

MGR PONTIER, président de la Conférence des évêques de France, critiquant dans une lettre à François Hollande la proposition de loi permettant la fermeture de sites controversés visant à dissuader les femmes d'avorter.

dès la révolution russe: «Le socialisme ne se construit pas dans un seul pays»... Isolée, étranglée par le blocus et l'embargo nord-américain, la direction cubaine a de moins en moins les moyens de sa politique. Les accords tactiques nécessaires avec l'URSS contre l'impérialisme se transforment en subordination politique. En août 1968, Fidel Castro soutient l'intervention russe en Tchécoslovaquie. Sur le plan économique, le choix de renforcer la monoculture sucrière affaiblit considérablement le pays et aboutit à l'échec de la «Zafra» – récolte du sucre – de 1970. Il accroît la dépendance de Cuba envers l'URSS, d'autant plus que le blocus nord-américain se renforce.

Dans ce contexte, le modèle soviétique sert de plus en plus de référence. Les conceptions verticalistes liées à l'empreinte du militarisme sur la politique cubaine ajoutées au modèle soviétique accentuent les déformations bureaucratiques de l'État cubain: restriction

des libertés démocratiques, absence de pluralisme politique, répression contre les opposants, consolidation du régime du parti unique, inexistence de structures sociales ou politiques propres au peuple cubain...

Et maintenant?

Dans ces conditions, nombreux vont prédire, à l'instar de l'URSS et des pays de l'Est, un effondrement de la révolution cubaine. Mais malgré les années terribles de la «période spéciale» marquée par la fin de l'aide soviétique, conjuguée à l'embargo nord-américain, Cuba a tenu! Car, au-delà de ses erreurs, sa révolution n'a jamais été une importation russe. C'est un mouvement historique propre au peuple cubain. Ses ressorts «anti-yankées», les acquis de sa révolution – mêmes ténus –, sa volonté farouche de souveraineté, ont été plus forts. Jusqu'à quand? Les rapports de forces sont terriblement défavorables. Que va faire l'administration nord-américaine:



submerger Cuba de marchandises ou continuer l'embargo? Après la mort de Fidel, comment les forces au sein du Parti communiste et du peuple cubain vont-elles se réorganiser? Les partisans d'une voie chinoise ou vietnamienne

l'emporteront-ils? Une fois de plus, le peuple cubain saura-t-il trouver les voies et les moyens de poursuivre la révolution? Nous l'espérons et le soutenons dans ce combat.
François Sabado

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

PCF Petite majorité, et petite forme, pour soutenir Mélenchon

On se souvient que, pour la première fois de son histoire, la position du secrétaire national du PCF d'appeler à voter Mélenchon sans adhérer pour autant au mouvement de ce dernier (« La France insoumise ») avait été mise en minorité, avec 55,7% des voix en faveur d'une candidature du PCF... De plus, Pierre Laurent affichait une grande confusion si une candidature unitaire anti-austérité apparaissait. En d'autres termes, en cas de candidature Montebourg sortant de la primaire de la gauche... Et on notera en passant que la direction du PCF avait promis à la veille de cette conférence de rencontrer toutes les formations à la gauche de la gauche, dont le NPA... mais qu'elle a visiblement oublié de nous écrire pour nous rencontrer !

Division historique

Au final, le vote interne organisé par le PCF a réuni 40 937 votantEs sur 56 365 membres à jour de cotisations, pour 120 000 membres revendiqués... La position présentée par Pierre Laurent a recueilli cette fois-ci une majorité de 53,60% des voix, l'autre 46,40%. Une majorité des militantEs a donc finalement préféré une candidature Mélenchon à une candidature PCF, qui n'aurait fait que renforcer la division à la « gauche de la gauche » mais aurait pu permettre une alliance avec le PS aux législatives. Mais jamais le PCF n'a connu une telle division. Ce vote, qui a réjoui un dirigeant du Parti de gauche, Alexis Corbière, a visiblement laissé de marbre Jean-Luc Mélenchon qui, désormais, a

Une consultation vient d'avoir lieu parmi les membres du PCF concernant les deux options proposées à la dernière conférence nationale du parti réunie le samedi 5 novembre, conférence composée essentiellement d'élus et de dirigeantEs de fédérations...



De chaleureuses retrouvailles en perspectives. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

décidé de laminer le PCF, y compris aux législatives en annonçant déjà une candidature de son mouvement dans chaque circonscription. Cette division historique trahit le désarroi des membres du PCF, entre ceux qui voient en Mélenchon un sauveur tout en condamnant ses méthodes, et ceux qui préfèrent une candidature PCF qui pourrait assurer un soutien du PS lors des législatives. Et le PCF a beau expliquer qu'il mènera une campagne autonome pour se faire entendre – « Nous porterons très fortement la parole communiste dans cette campagne », dit Pierre Laurent –, on ne peut qu'en douter. Aujourd'hui, la majorité de ses militantEs, quel que soit leur vote, est complètement désorientée, beaucoup refusant

à haute voix de faire campagne pour Mélenchon, voire même de voter pour lui.

Au sein des deux options en débat, on peut trouver des positions contradictoires. Ainsi, le vote pour une candidature PCF regroupe à la fois des orientations droitières, comme celle de Christian Piquet ou d'André Chassaigne qui n'acceptent pas l'idée qu'il y aurait « deux gauches » et souhaitent un accord avec le PS aux législatives, et des vieux « staliniens » identitaires opposés à Mélenchon. En face, il y a des communistes « réalistes » qui craignent l'isolement de leur parti, sa marginalité électorale, et ne sont pas trop choqués par le nationalisme affiché de Mélenchon. Mais des deux côtés, on se méfie

de ce dirigeant issu du PS et qui a été secrétaire d'État au sein du gouvernement Jospin.

Pour sortir de la crise

Le PCF est donc en crise... Le parti garde certes environ 7 000 éluEs mais il ne possède un groupe parlementaire que grâce au PS. Sur le plan politique, il a été détruit en partie par ses participations gouvernementales et son soutien au PS, puis par sa rupture avec sa direction. Bref un zig-zag politique permanent dans un cadre général réformiste et institutionnel.

Tout cela, il faut le refuser, et c'est la raison pour laquelle nous présentons à la présidentielle Philippe Poutou, une candidature anticapitaliste et internationaliste. Avec celle-ci, on nous reproche parfois d'ajouter à la division. Certes, Mélenchon rejette les politiques suivies pendant ce quinquennat, mais comme bien des militantEs du PCF, nous sommes en désaccord avec son insupportable caractère d'homme providentiel type « sauveur suprême ». Nous pensons que ces élections doivent être utilisées pour y défendre les luttes en cours, populariser des propositions de rupture, et montrer que ce n'est pas dans les urnes que l'on arrivera à changer la donne. C'est la condition pour ne pas entretenir, encore et encore, une confusion politique qui continue à faire beaucoup de dégâts au sein du PCF.

Alain Krivine

Agenda

RÉUNIONS PUBLIQUES:

Vendredi 2 décembre, réunion publique du NPA, Perpignan. « Faisons entendre nos voix anticapitalistes ! » avec Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle, à 19h30, salle des Libertés, 3 rue Edmond-Bartissol.

Vendredi 2 décembre, réunion publique du NPA, Bagnères-de-Bigorre. « Crise de l'agriculture et du monde rural, et crise du capitalisme: nos propositions », avec Christine Poupin, porte-parole du NPA, à 20h salle Clair Vallon.

Vendredi 2 décembre, réunion publique du NPA, Vauvert. « Nos vies, pas leurs profits », avec Alain Krivine, membre de la direction du NPA, à 19h salle Georges-Bizet.

Vendredi 2 décembre, réunion publique du NPA, Le Havre. « Face à la dérive autoritaire et antisociale de l'État, relever la tête, réinventer l'espoir », avec Patrick Le Moal, membre de la direction du NPA, à 18h salle Cassin.

MÉDIAS:

Samedi 3 décembre, « Menu président » avec Philippe Poutou, à 13h sur la chaîne 23.

NPA Arguments de campagne

Nos droits sociaux ne sont pas à vendre : développer les services publics

Les gouvernements français, de gauche comme de droite, ont entrepris depuis de nombreuses années une offensive générale contre les services publics et les fonctionnaires...

Les services publics sont une sorte d'empiètement « socialiste » dans le système capitaliste, et on comprend mieux les attaques incessantes dont ils sont victimes. L'offensive contre les services publics n'a rien de spécifique à la France, puisqu'elle fait partie de l'offensive internationale lancée au cours des années 1990 de remise en cause de tous les budgets sociaux. La raison de l'attaque était double : permettre d'améliorer la marge des entreprises en limitant voire en baissant le « coût » du travail ; soumettre à la logique marchande le secteur public afin de s'approprier les formidables richesses qui leur échappent encore.

Une offensive du privé aux conséquences néfastes

Les dégâts provoqués par cette offensive sont nombreux et génèrent des dysfonctionnements, des suppressions de postes et licenciements, servant de prétexte à de nouvelles casses, fermetures de bureaux, de lignes de transport, d'hôpitaux,



PHOTO THÈQUE ROUGE / THOMAS MITCH

éloignant de plus en plus les usagerEs des services auxquels ils auraient le droit de prétendre.

Cette politique est aggravée par les lois de décentralisation, la réforme territoriale, qui réduisent les moyens des collectivités locales. Le recours à la concurrence entraîne dégradation des services et hausse des prix pour le plus grand bien du secteur privé. Si la remunicipalisation de la distribution de l'eau dans certaines villes représente une remise en cause partielle de l'accaparement des biens communs par les multinationales, les attaques contre l'école, notamment avec la réforme des collèges, l'université et la recherche, et les concessions faites au privé, confirment que les capitalistes veulent dévorer l'ensemble des espaces

publics à potentiel lucratif. Même les finances publiques, un outil pourtant essentiel des politiques fiscales de l'État, sont attaquées...

Les fonctionnaires, ces « privilégiés » ?

Depuis des mois, on nous répète que les fonctionnaires seraient le principal problème : trop nombreux, fainéants et privilégiés. D'après le candidat de la droite, il faudrait donc en supprimer 500 000 (sur 5,6 millions), les faire travailler 39 h (payés 37 h), et en finir avec « leurs privilèges »...

Le rapport annuel sur l'état de la Fonction publique publié le 15 novembre dernier remet à leur place certains « populistes ». Si ce rapport ne permet pas de faire un bilan

du quinquennat d'Hollande puisqu'il ne concerne que l'année 2014, il permet de faire le point sur une fonction publique affaiblie par les politiques d'austérité successives. Concernant les rémunérations « faméuses » des fonctionnaires, ce rapport montre qu'en euros constants, le salaire net moyen a augmenté seulement de 0,2% en moyenne... contre 0,6% dans le secteur privé. De plus, dans de nombreux secteurs, on constate une baisse de la rémunération moyenne des agentEs. On y apprend aussi que 36,7% des fonctionnaires travaillent le dimanche... contre 25% des salariéEs dans le privé, et 17,5% travaillent de nuit... contre 15% dans le privé. Concernant le temps de travail, la majorité des agentEs travaillent déjà plus de 35 heures par semaine. Et dans la fonction publique hospitalière et la fonction publique d'État, les « Crédits épargne temps » sont pleins, et les heures supplémentaires non payées sont nombreuses. Les fonctionnaires trop nombreux ? Après les 150 000 suppressions sous l'ère Sarkozy et les 22 000 sous Hollande de 2012 à 2014, il faudrait donc accélérer des suppressions qui fragilisent voire font disparaître les missions de service public, pénalisant en premier lieu les usagerEs.

L'appropriation sociale pour répondre aux besoins

À l'opposé de ces combats d'arrière-garde, les luttes pour les services

publics représentent un enjeu de société, la défense d'un projet fondé sur la solidarité et la satisfaction des besoins sociaux contre une société basée sur le profit, la satisfaction des intérêts des actionnaires et des propriétaires des moyens de production et d'échange.

L'éducation, la santé ou le logement sont des droits qui doivent être totalement retirés du secteur privé marchand. Il faut étendre les services publics, par exemple dans la petite enfance, créer des postes et développer de nouveaux services répondant aux besoins du plus grand nombre. Nous revendiquons la création d'un million d'emplois dans la fonction publique pour renforcer et développer les services publics afin de répondre aux besoins essentiels de la population : la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, le logement, les transports... Contre la société de la concurrence généralisée, la construction d'une société solidaire passe par la réappropriation publique des secteurs privatisés. À la production de biens et de services en fonction du profit doit se substituer l'appropriation sociale pour produire, selon les nécessités du plus grand nombre, des biens et des services sociaux correspondant aux besoins fondamentaux définis par la population elle-même.

Sandra Demarcq

ÉGALITÉ DES DROITS **La ronde des réacs**

D'aucunE n'hésite plus à parler de « trumpisation » du débat politique. Et ces derniers jours, force est de constater que le discours mais aussi les actes sexistes, homophobes et plus largement réactionnaires, sont bien présents.

Du côté de la primaire de la droite, pour Fillon, les appels du pied aux franges les plus conservatrices de la droite se multiplient. Haro sur le couple homosexuel ! Certes, il indique ne pas pouvoir revenir sur le droit au mariage, mais entend bien exclure tout droit d'adoption plénière aux gays et lesbiennes. Et évidemment, la procréation médicalement assistée (PMA) restera un outil réservé aux seuls couples hétérosexuels. Car Fillon ne rigole pas avec les valeurs familiales qu'il considère comme « *fond[ant] notre société* » : les parents, c'est un papa et une maman qui élèvent leur(s) enfant(s) dans le cadre républicain, crénom ! Et de proposer un contrat de responsabilité parentale afin de « *permettre la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme ou de comportements irrespectueux des valeurs fondamentales de la République* »...

Quant au droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), il assure ne pas vouloir le remettre en cause... mais lâche en juin dernier lors d'une réunion publique dans les Yvelines que « *philosophiquement et compte tenu de ma foi personnelle, je ne peux pas approuver l'avortement* ». De quoi réjouir la droite catholique traditionnelle, et de quoi s'inquiéter, tant on sait que le droit à l'IVG est déjà difficile à

faire valoir concrètement, faute de structures ou de médecins acceptant de le pratiquer, la fameuse « *clause de conscience* » étant toujours inscrite dans les textes.

L'ambiance est lourde

Ce double discours et ce flou volontairement entretenu permettent à Fillon de s'adjoindre les soutiens des

plus conservateurs, à commencer par la courant Sens commun (issu de la Manif pour tous). Un élu angevin de ce même regroupement, Roch Brancour, a d'ailleurs la semaine passée réussi à peser sur le maire de la ville afin de faire supprimer les affiches de la campagne de prévention contre le VIH montrant des couples homosexuels enlacés. Pour Roch Brancour, c'est

ENCORE UN CANDIDAT BLING! BLING!



trop : « *les premières victimes de cette campagne sont les enfants à l'innocence bafouée ou les personnes homo réduites à leur libido* ». D'autres maires ont également pris des arrêtés pour interdire la diffusion de cette campagne lancée par le ministère de la Santé, comme Bruno Beschizza, maire LR d'Aulnay-sous-Bois (93) pour qui ces affiches sont « *contraires aux bonnes mœurs et à la moralité* »...

Cette semaine, déjà bien lourde, s'est soldée par le jugement inique envers la demande d'aménagement de peine de Jacqueline Sauvage. Celle-ci, condamnée à 10 ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son mari qui lui avait fait connaître des dizaines d'années d'enfer de violences conjugales, avait bénéficié d'une grâce présidentielle partielle lui permettant de demander immédiatement une libération conditionnelle. Las, sa demande a été rejetée par le tribunal d'application des peines de Melun, jugement confirmé – bien que le Parquet n'ait pas été opposé à accéder à la demande de Jacqueline Sauvage – par la Cour d'appel de Paris jeudi 24 novembre... veille de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes ! Les arguments restent scandaleux : pour les juges, Jacqueline Sauvage « *continue de se poser en victime* » et « *sa réflexion demeure pauvre et limitée puisqu'elle peine encore à ce jour à accéder à un réel et authentique sentiment de culpabilité* »... Alors que les cathos les plus réacs s'en donnent à cœur joie pour peser sur le débat politique, Jacqueline Sauvage, épuisée et renonçant à se pourvoir en cassation, reste en prison.

Abby Taro



En action !

Paris Philippe Poutou en manifestation(s).

Dans les urnes certes, mais surtout dans la rue... Vendredi dernier, le candidat du NPA a manifesté à Paris contre les violences faites aux femmes. Le lendemain, il était aussi présent à la manifestation de solidarité avec les migrantEs qui a réuni plus d'un millier de personnes.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Lille (59) En débat sur le revenu de base.

Jeudi 17 novembre s'est tenue une réunion ouverte à notre réseau de contacts (enrichi notamment depuis Nuit debout) : « *Face au chômage et à la précarité, revenu de base ? Salaire à vie ? Quelle alternative anticapitaliste ?* » Jean-Claude Delavigne de la commission santé/sécurité sociale du NPA, nous a fait le plaisir d'introduire le débat, rappelant que l'extension du salaire socialisé défendue par le NPA s'inscrit dans notre projet de construction d'une alternative basée sur des revendications concrètes et de mobilisation partant des attentes des salariéEs (privés ou non d'emploi, jeunes ou moins jeunes). Cette introduction fut suivie d'un débat intéressant et fraternel, notamment avec plusieurs camarades du réseau salariat. Tous les retours montrent une grande satisfaction des personnes présentes (cinq venaient pour la première fois à une de nos réunions) et une attente quant à la prochaine initiative de ce type de notre part. Nous y travaillons dès à présent.

Caen (14) Lancement de campagne avec Christine Poupin.

Mardi 22 novembre, une quarantaine de personnes se sont donné rendez-vous pour débattre avec le NPA et sa porte-parole, Christine Poupin, invitée à Caen pour lancer localement la campagne de Philippe Poutou. Surtout des jeunes, mais aussi des syndicalistes de secteurs particulièrement actifs ces derniers mois, du combat contre la loi travail aux luttes récentes dans les hôpitaux. C'est donc tout naturellement qu'une partie du débat a tourné autour des mobilisations du printemps, de la répression alors subie, des difficultés rencontrées pour étendre le mouvement, des espoirs qu'il a suscités. Les événements n'ont pas manqué pour nourrir les échanges : élection de Trump, primaire de la droite (une droite réactionnaire dure, raciste, sexiste), rassemblement de notre camp, celui des travailleurEs. Une discussion intéressante a été entamée concernant l'articulation de l'anticapitalisme avec les luttes contre les oppressions. Cette discussion et d'autres se poursuivront à la faveur des initiatives que le NPA organisera ces prochaines semaines pour populariser la campagne de Philippe Poutou et faire entendre la voix des anticapitalistes.



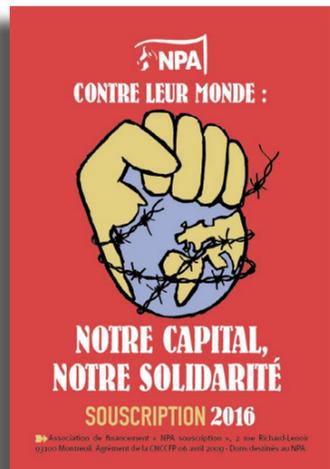
DR

Alençon (61) Discussions tous azimuts.

Mercredi 23 novembre, une grosse vingtaine de personnes se sont réunies avec Christine Poupin, porte-parole nationale, après le 1^{er} tour de la primaire de la droite et la victoire de Trump... « *Rien de prévu !* », mais les candidats les plus droitiers et réactionnaires l'ont emporté. Alors la victoire de Fillon, avec son programme austéritaire puissance 10, n'est-elle pas pas une « aubaine » pour Le Pen... qui pourrait se présenter comme plus sociale ? Comment lutter ? Quelles mesures sociales pour que la désespérance, après ce quinquennat de Hollande, ne touche encore de nouvelles couches de la population ? Quelle alternative construire, sur quelles bases ? Plusieurs membres de RESF et du collectif Unis contre l'immigration jetable étaient présents pour rappeler l'atmosphère nauséabonde : racisme d'État, islamophobie, politiques dramatiques envers les migrantEs... et nécessaire solidarité. Résister à l'air du temps, c'est aussi résister à la petite musique nationaliste d'une partie de la gauche de la gauche avec Mélenchon. Après 2017, regrouper toutes celles et ceux qui voudront résister, retrouver le chemin des luttes, construire une force pour nous représenter nous-mêmes... La candidature de Philippe Poutou en est l'un des points d'appui.

MEETING **La campagne du NPA est lancée**

350 personnes se sont retrouvées jeudi 24 novembre à la Bourse du travail de Saint-Denis (93) pour un meeting autour de Philippe Poutou, le candidat du NPA.



Le collectif des habitantEs du 168 avenue Wilson à Saint-Denis a décrit la lutte des quelques 80 personnes expulséEs en dehors de tout cadre légal de leur logement le 25 août dernier et qui campent devant l'immeuble évacué. La plupart sont sans-papiers et l'État refuse tout hébergement, pas même pour les enfants de moins de 3 ans. Une collecte a été organisée à la fin du meeting.

Porte-parole du NPA, Christine Poupin est revenue sur la COP22 de Marrakech. Tandis que les officiels détricotaient l'accord signé l'an dernier à Paris (trop contraignant malgré ses insuffisances...), les mouvements qui résistent aux grands projets inutiles et destructeurs se sont rencontrés et ont manifesté. En France, c'est à Notre-Dame-des-Landes que se jouera dans les semaines à venir le bras de fer.

David, enseignant au lycée Maupassant de Colombes et un des animateurs du collectif « *Touche pas à ma ZEP* », a rappelé les étapes de la mobilisation. Après 4 journées de grèves, la mobilisation regroupe 87 lycées dans 14 académies pour réclamer une carte élargie des lycées en éducation prioritaire. Avec en ligne de mire la grève du mardi 29 novembre... Armelle Pertus, porte-parole de la campagne, est intervenue pour dénoncer l'état d'urgence et la répression policière et judiciaire. Derniers exemples, l'acharnement



Une belle salle pour lancer la campagne en région parisienne. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

contre la famille d'Adama Traoré, avec les poursuites contre sa sœur Assa et la mise en détention de deux frères, et la répression patronale qui frappe dans les entreprises (dont notre camarade Gaël de Sud Poste 92).

Enfin Berivan, militante du Centre démocratique kurde en France, a appelé à la solidarité du mouvement ouvrier et démocratique contre le « *coup d'État* » d'Erdogan. Les poursuites contre toutEs celles et ceux qui résistent ne concernent pas que les Kurdes bombardés, arrêtés, mais aussi les dizaines de milliers de fonctionnaires licenciés, les milliers de journalistes, intellectuelEs, éluEs emprisonnés.

Leurs campagnes et la nôtre

En écho de ces mobilisations, Philippe Poutou est intervenu sur la situation de cet entre-deux-tours de la primaire de la droite, avant celle du PS... Des échéances qui monopolisent l'espace médiatique en décalage complet avec les réalités

sociales et les préoccupations du monde du travail et de la jeunesse. Il est revenu sur toutes les résistances qui, depuis la fin de l'été n'ont pas repris au niveau du printemps, mais qui marquent la volonté de divers secteurs de ne pas se laisser faire. L'émiettement et le caractère partiel des revendications posent la question de la convergence dans un mouvement contre ce gouvernement et contre toutes les politiques au service du Medef.

C'est aussi le sens de la campagne du NPA dans le cadre des échéances présidentielles : redonner confiance dans les possibilités de lutter et de gagner, en mettant en avant un plan de revendications d'urgence sociale et démocratique ; face aux trahisons des partis de la « *gauche institutionnelle* », faire vivre les valeurs du mouvement ouvrier, la solidarité de classe, et l'internationalisme ; faire partager nos convictions anticapitalistes pour s'organiser, car il est urgent d'en finir avec cette société.

Cathy Billard

Le chiffre **170**

C'est, en milliards d'euros (!), la nouvelle estimation du coût de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Soit deux fois plus que l'estimation d'il y a trois ans, et ça peut encore augmenter si on en juge par les coûts de Tchernobyl. Bon marché et sans risques, qu'ils disent... Et qui est pour en sortir en une décennie ?

NON À LA CONTRE-RÉFORME INSTITUTIONNELLE DE RENZI ET DU PATRONAT

Ce dimanche 4 décembre se déroulera un référendum populaire pour repousser ou confirmer les propositions de modifications de la Constitution votées par le Parlement sur l'initiative du gouvernement, les deux tiers des voix nécessaires n'ayant pas été obtenus à la Chambre des députés et au Sénat.

Les modifications ne concernent pas moins de 47 articles sur les 139 contenus dans la Constitution, ce qui revient à la dénaturer profondément. Nous sommes confrontés à une contre-réforme autoritaire et réactionnaire, qui consacre la domination du pouvoir exécutif sur le législatif. La Constitution de 1948 n'était pas la Constitution émanant des conseils d'usine et de l'autogestion, c'était une Constitution démocratique-bourgeoise, mais élaborée sur la base de la tragique expérience du fascisme et de la lutte de la Résistance.

Elle a été construite avec d'importants instruments démocratiques et en donnant des garanties : un grand équilibre des pouvoirs de l'État, des mécanismes électoraux proportionnels pour garantir une importante représentation politique des classes subalternes, un bicamérisme complet (les deux chambres sont élues au suffrage universel et ont les mêmes pouvoirs), une ample discussion des projets de lois recherchant l'accord entre les différents secteurs de la bourgeoisie et des compromis partiels avec la représentation de la classe ouvrière.

Offensive contre les droits démocratiques

Les forces de gauche avaient fait inscrire dans la Constitution des principes généraux d'égalité et de justice sociale, qui n'ont été partiellement réalisés qu'avec les grandes luttes des années 1960 et 1970 : le statut des travailleurs, des contrats de travail nationaux, la loi sur le divorce, la réforme du droit de la famille, et les lois sur la fiscalité et la santé, un système de retraite, une instruction publique pour toutes et tous. Ces conquêtes sociales ont déjà été en grande partie démantelées par les politiques libérales et d'austérité qui ont tué le système des retraites, détruit le droit du travail avec le « Jobs act » – semblable en tous points à la loi El Khomri –, bouleversé l'école publique, massacré la santé. Le gouvernement et les patrons veulent boucler la boucle sur le plan des institutions. L'austérité généralisée ne peut aller de l'avant qu'avec la restriction des droits et de la démocratie, en dépassant la contradiction actuelle entre la Constitution formelle et la Constitution réelle.

En 2013, une lettre de la banque d'affaires américaine JP Morgan exhortait les gouvernements européens à se débarrasser des constitutions nées de la Résistance, trop attentives aux droits des travailleurs. Elle exprimait la volonté de la bourgeoisie de se défaire des systèmes institutionnels qui ont été l'expression d'un rapport de forces entre les classes qui n'existe plus. Des normes qui cependant demeurent inscrites sur le papier... et qui sont des freins à son action. C'est pourquoi, pour soutenir Renzi et le Oui au référendum, se sont mobilisés non seulement la Confindustria (le Medef italien), mais aussi toutes les puissances financières



Renzi, la curée austéritaire sauce italienne... DR

et les dirigeants politiques de la bourgeoisie, de Merkel à Obama, pour ne citer que les plus importants. La réforme procède à une réduction drastique du nombre de sénateurs : de 315 à 100 qui ne seront plus élus par le peuple mais choisis parmi les conseillers régionaux et les maires. La réduction des dépenses vantée par le gouvernement est totalement ridicule, d'autant plus que l'on continue à gaspiller des milliards dans les dépenses militaires et à faire des cadeaux aux entreprises, sous forme de réduction de taxes. Ce Sénat, privé de légitimité démocratique, gardera des fonctions législatives confuses. Les prérogatives confiées à la seule Chambre des députés (qui reste composée de 630 membres) et les fonctions qui seront partagées entre les deux chambres ne sont en effet pas claires.

Centralisation du pouvoir

Le gouvernement devient le maître des lois : ses propositions seront examinées en priorité à la Chambre qui devra les approuver rapidement. L'initiative législative autonome de la Chambre sera dans les faits réduite au minimum, les organismes sociaux, syndicats, associations, n'auront pas non plus le temps de se faire entendre lors de l'élaboration des lois. Le Parlement devient ainsi une chambre d'enregistrement des décisions gouvernementales. En outre, la nouvelle loi électorale, faite pour favoriser la majorité, garantit au parti arrivé en tête, même avec peu de voix d'avance, une énorme majorité parlementaire. La modification des critères pour l'élection du président de la République, des juges à la Cour constitutionnelle, et la nomination des membres du Conseil supérieur de la magistrature donne au parti majoritaire – et à son chef – un immense pouvoir sur la composition de ces organismes. C'est la totalité des pouvoirs de l'État qui sont pris en main par son sommet, dans un sens autoritaire.

Le système des autonomies locales et la tradition régionaliste italienne sont frappés au cœur, en imprimant un tournant centralisateur aux relations entre l'État et les communautés territoriales. C'est ce que les pères de la Constitution avaient voulu combattre après la dictature fasciste... L'institution du référendum populaire subit aussi un coup mortel, avec la hausse à 800 000 signatures nécessaires contre 500 000 actuellement. Et pour déposer un projet de

loi d'initiative populaire, le nombre de signatures nécessaires est triplé, passant de 50 000 à 150 000. Il faut enfin se rappeler que, depuis deux ans, l'article 81 a été introduit dans la Constitution, article qui impose l'équilibre budgétaire en obtempérant avec les règles libérales du Traité de stabilité européen (« Fiscal Compact »), prétexte à empêcher l'initiative publique et de fortes mesures de justice sociale.

Un front hétérogène

Le front du Non est plutôt hétérogène, occupant un espace qui va de la droite à l'extrême droite en passant par le Mouvement cinq étoiles (M5S) et par des secteurs internes critiques du PD. Et leurs motivations sont donc également profondément différentes : les droites, tout en ayant un dessein autoritaire similaire à celui de Renzi, visent à un pronunciamiento qui provoque une crise du gouvernement. La gauche modérée, à l'intérieur et autour du PD, cultive également l'espoir de diminuer l'hégémonie de Renzi. Le M5S vise à la chute de Renzi, car c'est une force politique qui peut avoir de grands espoirs de victoire en cas de nouvelles élections. La gauche plus radicale a adopté le mot d'ordre du « Non social », tentant de combiner le non à la réforme avec les luttes syndicales, environnementales et sociales, en défendant la nécessité d'une mobilisation de masse pour soutenir la mobilisation politique et sociale avant et après le référendum. Sinistra Anticapitalista (Gauche anticapitaliste) propose d'unifier les batailles pour la défense des droits démocratiques inscrits dans la Constitution, avec celles pour la défense des intérêts des classes laborieuses, en participant aux différentes – et aussi malheureusement divisées – initiatives de mobilisations qui ont eu lieu. Une victoire du Non, c'est-à-dire la défaite de Renzi et de la Confindustria, serait un grand succès, un fait politique qui pourrait ouvrir de nouveaux espaces favorables pour les luttes sociales. En fait, toute bataille politique serait perdue si les classes laborieuses ne relevaient pas la tête, repoussant par la lutte la contre-révolution sociale et politique de la bourgeoisie, remettant au centre du conflit leur propres besoins, leurs revendications et leur organisation.

Cecchino Antonini
(Traduit par Thierry Flamand)

RÉFÉRENDUM, AUSTÉRITÉ
ITALIENNE
ET OFFENSIVE
DÉMOCRATIQUE

Dossier réalisé par Sinistra Anticapitalista

OFFENSIVES ANTISOCIALES, CADRE PATRONAT ET MANŒUVRES POLITIQUES

Depuis de nombreuses années, la situation politique italienne se caractérise par une offensive patronale contre les travailleurEs qui ont perdu une partie importante des principaux acquis arrachés pendant le cycle de luttes des années 1960-1970.

Toutes sortes de contrats précaires ont été introduits, avec lesquels une partie de plus en plus importante de la classe ouvrière a été soumise au chantage du chômage. La croissance du rapport entre la dette publique et le PIB d'une part et l'augmentation du chômage d'autre part, ont été les arguments qui ont servi à justifier aux yeux de l'opinion publique l'austérité et les prétendues réformes structurelles libérales.

Émergence de la droite populiste

Cette politique, avec une gauche politique et sociale subordonnée au Parti démocratique (PD) a permis d'une part l'installation d'une droite populiste et raciste (la Ligue du nord de Matteo Salvini) et d'autre part le développement d'un mouvement interclassiste comme le Mouvement cinq étoiles (M5S) de Beppe Grillo, qui a gagné en très peu de temps un tel soutien populaire qu'il met en question l'hégémonie du plus grand parti politique italien depuis l'époque de Berlusconi, c'est-à-dire le PD.

C'est dans cette situation que s'est mise en place en 2014 le gouvernement de Matteo Renzi. Cela a changé le visage du PD avec son style populiste, cherchant le rapport direct avec les citoyens-électeurs et rompant les liens historiques du parti avec la CGIL, le principal syndicat italien. Ainsi, pendant que de petites sommes d'argent ont été données à quelques secteurs sociaux, en réalité les travailleurEs se sont appauvris (les contrats des travailleurs du secteur public n'ont

pas été renouvelés depuis 2009) et leurs droits fondamentaux ont été attaqués. Le gouvernement a réussi aussi à supprimer l'article 18 du code du travail qui garantissait le droit de réintégration des travailleurs licenciés de manière abusive. C'était une revendication historique du patronat... que même Berlusconi n'avait pas réussi à faire passer. Un autre résultat important pour le patronat italien a été en 2015 le projet de la « Bonne école », une réforme fondamentale de l'école publique qui met fin à la liberté d'enseignement des professeurEs, qui se trouvent totalement soumis aux chefs d'établissement, qui ouvre l'éducation aux intérêts privés et rend obligatoire l'alternance entre école et travail, ce qui permet d'offrir aux entreprises des millions d'heures de travail gratuites.

Un gouvernement en quête d'autorité

C'est dans ce contexte que Renzi a pensé, début 2016, qu'il pourrait mettre en place un plébiscite avec le référendum sur la réforme institutionnelle. Le cœur de cette réforme consiste au renforcement des pouvoirs du gouvernement par rapport aux institutions électives, en réussissant à supprimer l'élection des sénateurs. Le Sénat a été en effet une épine dans le pied du gouvernement qui, à plusieurs reprises, a risqué d'être battu. Néanmoins, la profonde crise sociale (neuf millions de pauvres, trois millions de chômeurs, et trois millions de personnes qui ont renoncé à chercher du travail...) a entamé le soutien au gouvernement et au PD, comme l'ont montré



les élections municipales de 2016 où le M5S a réussi à gagner dans des villes très importantes comme Rome et Turin. Le M5S a récupéré une grande partie du vote d'opposition à Renzi, de droite et de gauche, d'une partie de la classe ouvrière, mais aussi et surtout d'une partie de la petite bourgeoisie appauvrie à qui sont adressées beaucoup des propositions de cette formation politique. Aujourd'hui le mouvement se trouve dans des conditions difficiles pour gouverner ces villes. Leurs représentantEs ont été élus sur des programmes qu'ils/elles n'ont pas la force de mettre en pratique, puisqu'ils n'ont pas les structures sociales qui garantissent l'efficacité de l'action politique. Une des principales contradictions à laquelle le M5S s'est trouvé confronté est la question de la privatisation des services publics municipaux qu'ils avaient promis d'interrompre et d'inverser. Ils ont été obligés de mettre de côté cette proposition une fois qu'ils se sont trouvés confrontés aux pressions des intérêts des multinationales et des groupes de pouvoir économique (y compris des



EAUX AU POLITIQUES



Le M5S de Beppe Grillo sur orbite, mais pour aller où ? DR

bureaucraties mises en place à la tête des entreprises communales par les administrations précédentes), et qui, dans ces villes, sont dominants dans le secteur des services publics. Une fois aux affaires, le M5S s'est empressé de donner une image rassurante afin de gagner une crédibilité aux yeux de la bourgeoisie en tant qu'alternative globale au PD. Évidemment, à l'heure actuelle, il apparaît difficile qu'un mouvement antieuropéen et populiste comme le M5S, dont le programme contient des propositions contre les privatisations, contre les grands travaux comme le TAV, puisse être utilisé par la bourgeoisie pour se substituer à un instrument politique comme le PD qui s'est montré particulièrement efficace dans la mise en place des «réformes» structurelles...

En toile de fond, la crise de l'UE

C'est dans ce contexte que Renzi a préparé la loi de finances de l'année prochaine en demandant à la Commission européenne une plus grande souplesse pour les comptes, c'est-à-dire un déficit jusqu'à 2,3%,

tout en ne respectant pas les limites imposées par le «pacte fiscal», se présentant comme celui qui veut mettre fin à l'austérité afin de reconquérir une nouvelle popularité et d'avoir quelques chances en plus de gagner un référendum qui est devenu pour lui beaucoup plus difficile que prévu.

Cette «confrontation» avec la Commission européenne constitue une véritable négociation entre les différentes bourgeoisies mais aussi un jeu entre les partis. Toutes les forces économiques et politiques européennes de la bourgeoisie ont intérêt à ce que le Oui l'emporte au référendum et que Renzi reste en place. Surtout, ils connaissent bien l'état critique de l'économie italienne et ne peuvent certainement pas se permettre le risque d'une crise financière dans un pays aussi grand que l'Italie, ce qui pourrait faire sauter l'équilibre fragile de l'Union européenne.

Renzi veut cacher le vrai contenu de sa manœuvre financière en faveur des entreprises et des patrons. En effet, pendant que quelques aumônes sont accordées par la finance à certains secteurs sociaux particulièrement démunis, silence radio sur les énormes cadeaux qui sont faits aux capitalistes à travers la réduction drastique des impôts sur les entreprises et les amnisties fiscales qui sont accordées aux fraudeurs qui ont transféré des capitaux à l'étranger de manière illégale. On parle pour l'année qui vient d'environ 8 milliards d'euros, qui monteront jusqu'à 20 ou 30 milliards et qui s'ajouteront à tant d'autres qui ont été donnés aux capitalistes ces dernières années. La loi de finances reste dans le cadre de la logique libérale et les ressources publiques sont transférées aux entreprises. Il aurait été nécessaire de construire cet automne une forte bataille politique et sociale contre cette loi en même temps que le refus de la contre-réforme des institutions, mais les grandes forces syndicales n'ont pas voulu l'organiser et les forces sociales et politiques radicales de la gauche n'ont pu le faire que très partiellement.

Francesco Locantore
(Traduit par Ross Harrold)

La force croissante de la classe laborieuse, conséquence du développement économique qui, dans l'après-guerre, a transformé l'Italie en seconde puissance industrielle européenne, combinée avec la faiblesse d'une bourgeoisie italienne marquée par la défaite de son aventure fasciste, a eu pour sous-produit que les organisations syndicales se sont transformées en une sorte d'«institution» capable de conditionner profondément la vie du pays. Comme dans d'autres pays européens, tout cela a trouvé son point culminant dans les années 1970, quand la force structurelle de la classe ouvrière s'est combinée avec une extraordinaire mobilisation politique et sociale. Cela a débouché sur d'importantes conquêtes (fortes hausses de salaire, amélioration du mécanisme de l'échelle mobile des salaires, un système de contrats collectifs nationaux unifiant les conditions du monde du travail, un statut des droits individuels et syndicaux dans les entreprises). Mais ce n'est plus le scénario qui est le nôtre aujourd'hui...

Collaboration et déclin

La bureaucratie syndicale, déjà à la fin des années 1970, a adopté une ligne modérée qui a conduit à la défaite dramatique de 1980 des travailleurs de la Fiat, suivie par une période de défaites successives, avec la destruction des conseils d'usine et l'acceptation passive des restructurations de la production, provoquant un affaiblissement progressif des structures syndicales. Dans les années 1990 se sont développés des syndicats dits «de base», en premier lieu le RdB (aujourd'hui USB) présent dans la fonction publique, et ensuite des COBAS, présents dans les écoles publiques, puis de nombreux autres sigles (CUB, SiCOBAS, UniCOBAS, etc.).

La politique des organisations syndicales majoritaires, loin de toute orientation de classe, s'est exprimée ces années-là dans la prétendue «concertation» avec le pouvoir politique, dans le dessein utopique de promouvoir une politique de comparaison et d'orientation des revenus de tous les Italiens, afin de réduire l'inflation pour pouvoir faire partie de la zone euro. Naturellement, les seuls à en faire les frais ont été les salariésEs...

Cette crise des syndicats confédérés, même si elle a provoqué la perte de nombreux cadres vers les syndicats de base ou le désengagement de l'activité, ne s'est pas traduite

LE LONG DÉCLIN DES SYNDICATS

Les organisations syndicales italiennes, en particulier les confédérations (CGIL, CISL et UIL), ont occupé pendant des années un rôle central dans la vie politique du pays.

parallèlement par une perte du nombre des inscritEs. Ainsi la CGIL, le principal syndicat italien dont le nombre d'inscrits a toujours oscillé entre 5,5 et 6 millions, mais qui pour moitié cependant sont des retraitésEs. Ce sont donc des syndicats forts organisationnellement, malgré le déclin implacable du taux de syndicalisation parmi les travailleurs actifs, passé de 50% en 1975 à 39% en 1990, pour atteindre 32% aujourd'hui.

Le groupe dirigeant de la CGIL, historiquement et bureaucratiquement lié au Parti communiste, puis successivement au PDS, aux DS et maintenant au PD (surtout à son aile gauche), a adopté lors des dix dernières années une ligne toujours plus suiviste par rapport à la politique libérale dominante, pour ne rien dire de la CISL et de l'UIL ouvertement favorables aux choix du gouvernement et de la Confindustria.

Incapacité à combattre l'austérité

Pratiquement, toutes les confédérations, même si c'est de façons différentes, ont été les défenseurs de la politique d'austérité au sein du monde du travail, favorisant ainsi la démoralisation et la division. Nous en sommes arrivés à la situation où, lors du renouvellement des contrats nationaux de travail, les directions syndicales signent des accords qui réduisent les salaires et augmentent les heures de travail, en laissant aux patrons toute liberté dans la gestion de la main-d'œuvre et des salaires.

Les dernières actions de lutte de la CGIL au plan national ont été la manifestation et la grève de l'automne 2014, pour montrer son opposition au «Jobs act», qui ont rencontré un succès, mais auxquelles la direction syndicale n'a voulu donner aucune suite, permettant ainsi au gouvernement de supprimer le statut du travail. Le même scénario s'est reproduit pendant la lutte des enseignantEs contre la contre-réforme de l'école. Rien n'a été fait pour s'opposer aux différentes lois qui facilitaient le saccage du territoire, les nouvelles coupes dans la santé et tous les services publics. Ainsi, sur la loi de bilan pour 2017, qui

confirme la ligne néolibérale du gouvernement, la CGIL, malgré son jugement critique, n'a organisé aucune mobilisation sociale...

Un Non passif

Sur la contre-réforme institutionnelle, la CGIL après bien des hésitations, s'est prononcée contre... mais elle a refusé d'organiser des initiatives publiques significatives. Pire encore, la CISL (catholique) et l'UIL (PD) se sont ouvertement rangées parmi les soutiens de la contre-réforme.

Dans les années qui vont de 1999 à 2011, la FIOM (Fédération des travailleurs de la métallurgie de la CGIL) s'est différenciée des autres appareils syndicaux, participant aux manifestations de Gênes contre le G8, contestant de nombreux accords signés par la CISL, l'UIL mais aussi la CGIL, s'opposant à la FIAT (devenue maintenant FCA) dirigée par Sergio Marchionne... Mais cette différenciation, qui avait suscité beaucoup d'espoir chez les travailleurEs, a progressivement été gommée par son nouveau leader, Maurizio Landini. Aujourd'hui, la FIOM, en dehors de déclarations plus radicales, ne se distingue plus en rien de la politique contractuelle du reste des syndicats traditionnels. La passivité du sommet de la CGIL est combattue par un petit courant interne de gauche «Le syndicat, c'est autre chose», présent en particulier chez les métallurgistes. Mais au printemps dernier, la FIOM a effectué un virage, en excluant une quinzaine de délégués de la FCA, adhérents du courant «Le syndicat, c'est autre chose»... et coupables d'avoir organisé des grèves dans l'entreprise sans l'aval de la direction syndicale. Il y a quelques semaines, le leader de ce courant, Sergio Bellavita, a été licencié par la CGIL et par la FIOM, parce qu'il était coupable d'avoir défendu les délégués exclus. Cette situation difficile a provoqué une discussion compliquée dans le courant, avec une fracture entre ceux qui, comme Bellavita, considère qu'il est désormais impossible de rester dans la CGIL, et soutiennent la nécessité de poursuivre l'activité syndicale dans l'USB, et ceux qui pense nécessaire et possible de

poursuivre la bataille interne dans la CGIL, en vue du prochain congrès confédéral prévu à la fin de l'année prochaine.

Les éléments d'un syndicalisme de classe

D'un côté, on a donc les trois confédérations syndicales qui, sur le papier, auraient encore la possibilité et les forces pour susciter d'amples mobilisations, mais qui sont toutes à la remorque et/ou sont les supplétifs du gouvernement et de la Confindustria. Et de l'autre, les syndicats de base qui, bien qu'avançant un programme revendicatif valable, n'ont pas réussi à se renforcer de façon significative et ne sont pas en mesure de construire une mobilisation d'ensemble. Ils disposent d'une présence dans quelques secteurs (employés du public, des transports, de la logistique, et dans quelques usines), et capables d'organiser des grèves locales ou sectorielles, mais pas de faire un pas en avant plus important, comprenant la construction d'un processus unitaire.

Il n'en reste pas moins que, ces derniers mois, les seules mobilisations antigouvernementales parmi les travailleurEs ont été organisées par les syndicats de base, en particulier par l'USB, la force la plus structurée adhérente de la Fédération syndicale mondiale – avec la grève nationale du 21 octobre et avec la manifestation du «No Renzi Day» du 22 octobre qui a rassemblé à Rome des milliers de personnes – et par la CUB, qui elle participe au Réseau syndical international, et qui a organisé le 4 novembre une grève nationale, avec deux manifestations de plusieurs milliers de personnes à Naples et à Milan. Notre organisation travaille à la convergence entre les différentes composantes du syndicalisme de classe, celle interne à la CGIL et celles externes. C'est l'un des axes politiques fondamentaux de notre activité, mais la tâche est ardue. La crise de ce qui a été dans les décennies passées le syndicalisme le plus fort d'Europe occidentale continue, et seule une reprise énergique des luttes à la base semble pouvoir l'arrêter.

Fabrizio Burattini
(Traduit par Thierry Flamand)



Avant le mouvement contre la loi travail ici, des manifestations dans les rues d'Italie à l'automne 2014... DR

FNAC (75)

Quand Macron vend sa « révolution »...

Révolution : c'est ainsi que s'intitule pompeusement le livre de campagne d'Emmanuel Macron. L'ex-étudiant en philosophie, dont les idées sont l'antithèse de la transformation et du progrès social (voir l'Anticapitaliste n°360), a de surcroît oublié de lire Camus pour qui « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde »...

Pour sa première séance de dédicaces le 24 novembre dernier, le candidat avait choisi la Fnac des Ternes, répondant ainsi à l'invitation du patron de cette enseigne, Alexandre Bompard. Juste retour d'ascenseur de la part de l'ex-ministre qui a judicieusement fait en sorte que toutes les Fnac parisiennes soient situées en Zone touristique internationale (ZTI) pour permettre à terme leur ouverture tous les dimanches et jusqu'à minuit. Des centaines de lecteurs et de fans du Rastignac de la politique se pressaient, représentatifs de son électoral : jeunes entrepreneurs, filles BCBG ou déçus des partis attirés par la fragrance de nouveauté politique censée être incarnée par le trentenaire... Des dizaines de militantEs de la CGT de la Fnac, ainsi que de l'union locale du 17^e et de SUD Commerce, venus avec une banderole dénonçant les zones de travail intensives, étaient aussi venus pour l'accueillir... mais plus bruyamment !



«Macron dégage!» DR

Tout le monde déteste Macron !

Pas question de dialoguer avec l'intéressé, pourtant désireux de se prêter à l'exercice pour démontrer son ouverture d'esprit, tant sa condescendance est grande et que c'est avec la loi qui porte son nom qu'a été ouverte en 2015 l'ère du gouvernement 49.3 de Valls-Hollande. Entouré par un impressionnant dispositif de sécurité, Macron aura donc dû se livrer deux bonnes heures à l'exercice sous les lazzi des manifestantEs et une nuée de caméras. On a même croisé des électeurs de droite qui voyaient d'un mauvais œil la venue du séduisant candidat, un homme de droite déguisé en homme de gauche... Comme le souligne la CGT Fnac dans son tract distribué pour l'occasion, « peut-être que la Fnac Étoile recevra prochainement les candidats du NPA et de Lutte ouvrière, pour amener une autre vision de ce que pourrait être la représentation du peuple dans les cinq années à venir. » On suggère vivement à Philippe Poutou de contacter à son tour le magasin pour demander à faire de même, le bon accueil des travailleurEs en plus ! LD

CGT Une loi qui travaille les esprits

La mobilisation contre la loi travail avait impacté le 51^e congrès confédéral CGT. Le contexte avait permis de faire passer au second plan la tempête provoquée par les « affaires » Lepaon. Coïncée entre un gouvernement décidé à aller au bout de l'affrontement et une base tout aussi déterminée, la direction confédérale fut contrainte d'adopter une ligne comprise largement comme combative.

Cependant, cet affichage n'a pas été en accord avec sa mise en œuvre au fil de la lutte. Ce furent notamment les tergiversations au début de la mobilisation (calamiteuse déclaration unitaire) ou les propositions (rejetées par le gouvernement) de reprise du dialogue social fin juin. Mais a surtout pesé le refus de la confédération de pousser à une coordination des journées de grèves des différentes fédérations ou syndicats nationaux : raffineurs, dockers, éboueurs, etc. partant en ordre dispersé et donc isolés, chacun leur tour. Ce à quoi s'opposait le « Tous ensemble mobilisons-nous... même jour, même heure, même endroit ! » de la CGT Goodyear, avec justement, un soutien timoré aux syndicalistes de Goodyear.

Et la molle reprise de la mobilisation autour de la seule initiative du 15 septembre dernier laisse un goût amer de repli sur la seule bataille des élections dans les TPE.

Volontés d'en découdre

C'est dans ce cadre que se sont tenus, entre autres, trois congrès d'Union départementales importantes : Nord, Gironde et Paris. Dans les trois cas, les discussions sont parties de la mobilisation contre la loi travail, avec des bilans d'autosatisfaction présentés dans le Nord et en Gironde, plus mesuré à Paris. Dans les deux premiers cas, les discussions ont été tendues. En Gironde, cela a même débouché sur la mise au vote d'un amendement (rejeté par 75 contre 58) disant notamment : « L'UD doit chercher à travers toutes les luttes locales à renforcer la conscience de classe des salariés, à redonner confiance aux salariés en leur propre force collective, à défendre l'idée que ce n'est que par la mobilisation que l'on obtient des choses et aider à



Il y a quelques mois, la CGT Fer de lance dans la rue du mouvement contre la loi travail. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MISO

la convergence des luttes en cours. Faire que chaque lutte devienne une expérience pour tous : apprendre des mobilisations où ce sont les salariés eux-mêmes qui décident démocratiquement de leur lutte et en décident l'issue. Pour faire face aux attaques à venir, la CGT doit être capable de proposer un plan de bataille global à l'ensemble des salariés. Ce n'est en effet pas entreprise par entreprise que nous gagnerons ». Dans le Nord, cela s'est soldé par le vote largement majoritaire d'un texte d'orientation contradictoire à celui de la direction sortante qui réaffirme : « L'Union départementale des syndicats CGT du Nord propose, à terme, le dépassement révolutionnaire du capitalisme. Dans l'immédiat, elle propose la nationalisation des moyens de productions des produits de première nécessité... et des secteurs stratégiques pour le pays et aussi la nationalisation

du système bancaire, du crédit et de l'assurance avec droit de regard et de gestion par le peuple pour de véritables choix d'investissement dans le système productif. Elle revendique également la nationalisation des entreprises qui ferment ou délocalisent... le renforcement des services publics afin qu'ils apportent une véritable réponse aux besoins sociaux. Seules les luttes sociales, moyen le plus efficace pour modifier les choix patronaux et gouvernementaux, peuvent imposer une autre répartition des richesses créées par les seuls travailleurs. »

À Paris, de manière moins conflictuelle, a été votée une déclaration disant : « Il convient de confier le mandat au nouveau secrétaire général de l'UD, qui sera présent lors du CCN des 15 et 16 novembre, de porter la ferme volonté d'une journée d'action interprofessionnelle rapide qui relance une vraie dynamique de mobilisation dans l'unité la plus large possible pour exiger l'abrogation de cette loi... »

Des directions contestées

De Bordeaux à Lille, les débats ont marqué la volonté de poursuite, de renforcement de la mobilisation contre la loi travail et une amplification de la riposte contre les

sanctions, condamnations prises à l'encontre des militants syndicaux. Dans un climat interne qui va du consensus à Paris¹ à la mise en difficulté de la direction sortante en Gironde (ses textes ont obtenu 76,9 % pour le bilan et 65,3 % pour l'orientation, la secrétaire départementale sortante étant la plus mal réélue avec 64,2%), en passant par le remplacement de la direction sortante de l'UD du Nord (direction historiquement proche de la direction confédérale) par une équipe plus combative, s'appuyant sur les leçons de la mobilisation contre la loi travail. Des évolutions au niveau des structures géographiques qui, en marquant leur retour en force dans les mobilisations, pointent les difficultés dans les structures professionnelles et peuvent influencer sur les positions d'un Comité confédéral national dans le collimateur de la direction confédérale depuis le référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005 et la mise en cause de Thierry Lepaon.

Robert Pelletier

1 - Consensus à peine troublé par la radiation largement justifiée du syndicat CGT de la Propreté de la région parisienne de l'Union départementale CGT de Paris, radiation votée à bulletin secret par 87 %.

DOCKERS DU HAVRE (76) Provocations à répétition

Leur interpellation, survenue le jour de la venue du secrétaire général Philippe Martinez dans la cité portuaire, était une véritable provocation à l'encontre de la CGT, syndicat unique des dockers. Dès que la nouvelle de l'interpellation a été connue, les dockers et ouvriers portuaires ont cessé le travail, stoppant toute activité sur le port. La grève s'était arrêtée en fin de journée, quand les deux dockers avaient été relâchés après toute une journée de garde à vue à Paris.

Suite à cette garde à vue, les deux dockers comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Paris, l'un pour violence contre un agent des forces de l'ordre, l'autre pour jet de projectiles.

Vendredi 25 novembre, deux dockers du Havre étaient convoqués au tribunal correctionnel de Paris, pour faits de violences prétendument commis lors d'une manifestation contre la loi travail le 14 juin dernier à Paris.



Vendredi 25 novembre, les dockers étaient dans la place. RP

Attention, justice de classe...

Ce vendredi 25 était donc une nouvelle journée de mobilisation, avec une délégation de 150 dockers du Havre et des représentants d'autres ports, du syndicat du nettoyage, de l'Union départementale de la

Manche. Un rassemblement de faible ampleur au regard de la déclaration de Philippe Martinez affirmant pourtant le 31 août que « toute la CGT va se mobiliser pour dénoncer ce cas ». Mais choix fait par les structures syndicales de refuser toute provocation...

Dans le tribunal, le scénario désormais habituel : dénonciation des violences des manifestantEs, des vidéos (dont une issue d'un journal russe!) qui ne montrent rien, 45 jours d'ITT pour un flic, etc. Le procureur demande quand même huit mois, dont quatre fermes avec aménagement de peine, et quatre avec sursis. Les avocats des deux dockers montreront sans peine qu'aucun début de preuve n'est fourni et ont donc exigé la relaxe. Mais attention, la justice de classe est en action. Délibéré le 16 décembre.

Robert Pelletier

LA POSTE Grève nationale unitaire ce 8 décembre : enfin !

La Poste est à nouveau mise en cause sur la souffrance au travail... « Finis de trier ta tournée et après on appellera les pompiers » : la jeune postière de Villeneuve-d'Ascq, en CDD depuis 2009, qui a fait un AVC sur son lieu de travail, a de nouveau mis en lumière la situation que vivent de nombreux postierEs.

Ce ne sont pas moins de 28 suicides de postiers qui ont été recensés par les organisations syndicales. C'est la politique de suppressions d'emplois massives (-100 000 emplois en 10 ans) qui est en cause. La direction de La Poste argue d'une « baisse de trafic » du courrier. On envoie aujourd'hui beaucoup

moins de cartes postales... mais la population augmente, et les volumes de colis et de recommandés sont en constante progression. L'augmentation de la charge de travail des facteurs est énorme : il n'est pas rare de voir les factrices et facteurs avoir des journées de 10 heures, avec des heures supplémentaires non payées ! De plus,

SNCF SAINT-LAZARE (PARIS) Petit chef trop zélé? Politique managériale? Les deux!

Alerté par le milieu syndical de la gare Saint-Lazare, le journal *Le Parisien* publiait ce 28 novembre un article « à sensation », et pour cause, il faisait état de la découverte – et circulation rapide! – d'un document manuscrit où un chef (qui l'avait malencontreusement laissé traîner) listait les agents de départ des trains...

Il leur décernait des appréciations du genre : « racaille bas de plafond », « roi de l'embrouille », « travail correct mais pas ouf », « un peu conne », « vient du fin fond de la campagne », « fêtard », « gréviste » (oui ou non!), « leader » (plus ou moins!)... Sans compter des appréciations sur la vie privée, avec qui on sort, avec qui on est marié... On peut même lire « chiant niveau sécu... parce qu'il est calé »!

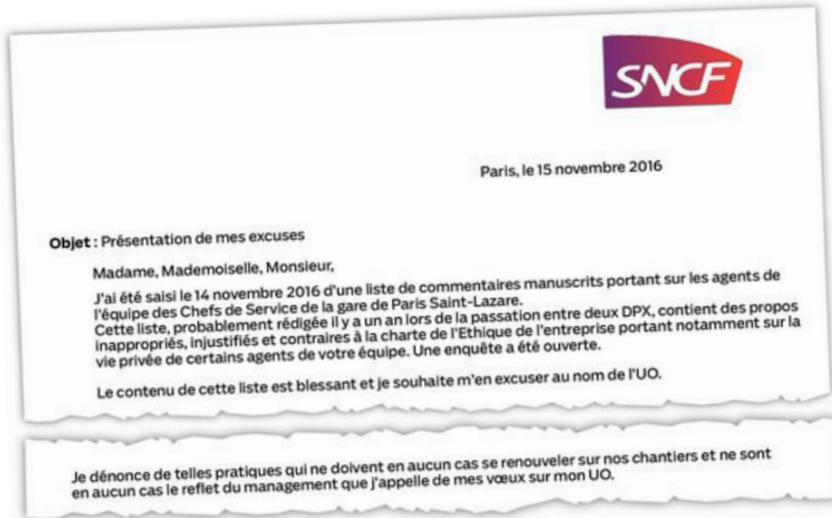
Le Parisien souligne que saisie par les syndicats, la direction s'est excusée auprès des salariés, par un courrier du dirigeant d'Unité opérationnelle (UO) de la gare : « Cette liste, probablement rédigée il y a un an lors de la passation de pouvoir entre deux dirigeants de proximité, contient des propos inappropriés, injustifiés et contraires à la charte de l'éthique de l'entreprise portant notamment sur la vie privée de certains agents de votre équipe. Une enquête a été ouverte », écrit-il. Et de chercher à rassurer : « Cette liste n'a fait l'objet d'aucune diffusion jusqu'à ce jour. (...) Je n'en avais pas connaissance et cela n'a donc en rien influencé les choix managériaux... »

Mais les collègues ne sont pas dupes, ne croient pas à la seule initiative de chefs zélés, dans un climat où un nouveau « management » vise à faire passer des réorganisations sans fin, dans tous les secteurs, pour supprimer toujours davantage de postes. Peu importe sous quelle forme se fait le fichage, mais c'est bien sûr sur critères que la hiérarchie autorise ou pas les commissionnements, les mutations, les avancements, et évalue comment enfoncer des coins entre nous.

« Nous sommes tous des leaders »

C'est pourquoi dès le lundi 21 novembre en début d'après-midi, les agents du départ des trains ont arrêté intempestivement le travail (peu importe que la procédure légale de dépôt de préavis n'ait pas été respectée!), suivis dans l'après-midi et jusqu'au lendemain par un autre secteur, avec l'approbation de bien des services de la gare dont ils avaient fait le tour. Toutes et tous voulaient avoir accès aux annotations portées sur eux. La direction a tenté moult manœuvres pour que le travail reprenne, surtout que les chefs dépêchés pour faire le taf en remplacement s'en acquittaient fort mal (dur métier!). Mais vainement, le travail n'a repris que le lendemain après-midi...

La direction a accepté pour le début de semaine suivante une réunion ouverte à tous les collègues concernés, et pas seulement à un petit groupe de 5 auquel elle voulait se limiter : « Nous sommes tous des leaders », ont dit les collègues! Ils se préparent maintenant à demander des comptes et faire prévaloir leurs revendications.



Quand la direction présente ses excuses...

Cocasse de l'affaire, la direction de la gare a eu le culot de faire annoncer à la sono, aux usagers qui ont malheureusement durement

galéré du fait de l'arrêt de travail, qu'il y avait eu un problème... de feuilles mortes!

Correspondants

GRUPE AIRBUS Crash sur les emplois

Le groupe Airbus réunit trois entités : les avions civils (Airbus Avions), le militaire et les satellites (Airbus Défense et Espace) et les hélicoptères (Airbus Hélicoptères). Les fonctions de direction du groupe, ainsi que la recherche transverse aux activités du groupe et les services administratifs, comme la paie, ce qu'on appelle « les services partagés », sont assurées par des salariéEs au statut Airbus...

Déjà l'année dernière, les fonctions de direction, jusqu'alors partagées entre Paris et Munich, ont déménagé à Toulouse. Quant aux services partagés, ils ont déjà subi une réorganisation rude, avec regroupement à Toulouse.

La direction du groupe Airbus affirme maintenant sa volonté de centraliser davantage, dans une logique d'économies sur l'emploi : l'entité groupe Airbus fusionnera avec l'entité Airbus Avions, entraînant des

coupes franches de plus de 1100 postes. De plus, les salariéEs du groupe qui resteront devront changer de statut. Visiblement, le temps presse : tout cela est planifié à mi-2017!

Financés par des fonds publics?

La recherche, notamment le site de Suresnes en banlieue parisienne, semble payer le prix le plus fort, avec plus de 500 suppressions de postes et la fermeture programmée du site de Suresnes. En plus de la casse

sociale, avec perte de postes et obligation de déménagement des salariéEs, ce plan démontre la politique du groupe par rapport à la recherche : de moins en moins de recherche en interne, avec de plus en plus de recours aux Instituts de recherche technologique (IRT), des centres de recherche publics, fonctionnant en partenariat avec les entreprises, financés surtout par des fonds publics. Bref, non seulement on casse des emplois, mais en plus on profite du denier public...

L'affaire reste à suivre : l'avenir de la recherche, les familles qui devront déménager, voire même des licenciements secs, qui sait? La direction de ce groupe prospère n'a pas dit son dernier mot. Gageons que les salariéEs non plus!

CorrespondantEs



Les profits décollent... et l'emploi? PHOTO THÉRIQUE ROUGE/THOMAS MITCH

SCA TISSUE (EURE)

Épandage de boues, stop!

SCA Tissue (27) a fait une demande d'extension du périmètre d'épandage de 80 000 tonnes de Calciton issu du recyclage et de 13 000 tonnes de boues papetières. L'enquête publique obligatoire aurait dû permettre la vérification des affirmations, l'évaluation des risques, d'associer la population, surtout celle des 403 communes de l'Eure et des 128 d'Eure-et-Loir, directement concernées. La belle démocratie que voilà!

Qui a eu le temps de lire les 2014 pages du dossier, de les comprendre, de vérifier les informations? SCA Tissue a refusé tout débat contradictoire et ne répond même pas aux médias locaux. Comment les 531 conseils municipaux peuvent-ils donner un avis éclairé? Tout est prévu : ceux qui ne se prononcent pas se voient comptabilisés en Pour! Sans la vigilance et la détermination de l'Association de défense de la vallée du Gambon, relayée par la presse locale, l'enquête publique s'achevait tranquillement, sans aucune contradiction...

Pourtant, il est avéré que les boues contiennent des polluants toxiques, des métaux lourds (cadmium, aluminium, arsenic...). Dans l'Eure, 61 puits de forage en eau potable sur 210 ont été fermés en moins de 10 ans. Dans son dossier, SCA occulte l'aluminium, pourtant bien présent dans le kaolin contenu dans le Calciton. Pourquoi les mesures de présence d'arsenic ne sont-elles pas prévues, une fois les déchets épandus? Que contient vraiment le Calciton?

Que faire de ce cocktail inquiétant?

SCA Tissue en recycle une partie dans la fabrication de briques et en fournit pour les chaudières à biomasse. Or, une chaudière de ce type va être construite chez Double A, une papeterie basée à 20 km. Un débouché assez évident, et pourtant, un salarié de cette usine a dû lourdement insister, lors de la dernière réunion de l'enquête publique, en présence de la presse, pour que cette solution soit enfin considérée.

De plus, pourquoi une entreprise en plein plan de licenciements (130 à Saint-Étienne-du-Rouvray, 70 sur 600 à Hondouville) qui arrête deux machines à papier, donc réduit la production, aurait-elle davantage de boues et de Calciton à épandre? Le recyclage tant vanté coûte de l'argent, une activité juste bonne à donner une image écolo à l'entreprise, le gros des déchets étant fourgué aux agriculteurs...

Le NPA est aux côtés de celles et ceux qui refusent les diktats – maquillés en consultation publique – des industriels qui décident, imposent et font passer leurs intérêts avant ceux de la population. Produisons le papier d'hygiène et d'essuyage correspondant aux besoins de la population en respectant l'environnement, en assurant le maintien et le développement de l'emploi, en faisant appel au savoir-faire des travailleurEs. C'est non seulement possible économiquement, mais nécessaire écologiquement. Avec ou sans SCA.

CorrespondantEs

on demande aujourd'hui aux postierEs de faire plusieurs métiers à la fois : les guichetiers deviennent par exemple des « chargés de clientèle », qui en plus de leur travail habituel vendent des téléphones, des produits bancaires et des assurances... Pour faire passer cette politique, la pression managériale et disciplinaire devient bien plus stricte. Licenciements et procédures disciplinaires se sont multipliés : ainsi, Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Poste 92 passe de nouveau au tribunal suite à une procédure de licenciement lancée en 2010.

Confluctualité sociale élevée, mais conflits dispersés

Ce nouvel épisode de médiatisation de La Poste a eu le mérite de soulever le voile sur une politique patronale impitoyable. Mais les médias s'intéressent

beaucoup moins à une autre réalité du monde postal : les très nombreuses grèves que connaît La Poste depuis des années. Il est difficile de les dénombrer car elles ne sont pas recensées par les organisations syndicales. Mais ce qui est certain, c'est que depuis au moins 2014, des grèves reconductibles de plusieurs semaines ont régulièrement lieu.

Ainsi, les facteurs de Rivesaltes ont fait 215 jours (!) entre novembre 2015 et juin 2016, et ils et elles ont gagné contre les suppressions d'emplois et contre la répression de leur représentant CGT. En plein état d'urgence et en période de fêtes, les postiers de Neuilly (92) au côté d'autres bureaux parvenaient en janvier 2016 à annuler la délocalisation d'un service au bout de 82 jours de grève. À Asnières (92), qui a fait grève également au côté d'autres centres pendant 63 jours au moment de la



Les postierEs de retour dans la rue. PHOTO THÉRIQUE ROUGE/MILU

mobilisation contre la loi travail, le plan de suppressions d'emplois a été annulé : il n'y a pas eu de réorganisation sur ce centre

depuis 2010 et il n'y en aura pas avant 2019! Et plus récemment, les guichetiers de trois bureaux de Paris 13 ont également

fait reculer La Poste sur les suppressions d'emplois après 40 jours de grève.

Tous ces conflits se sont caractérisés jusqu'à maintenant par une grande dispersion. Mais le contexte de dénonciation médiatique de La Poste et la bataille menée par un certain nombre d'équipes syndicales combattives SUD et CGT ont pesé dans le sens d'un regroupement des luttes : le 17 novembre, la CGT FAPT déposait des préavis de grève dans 30 départements, avec des mobilisations départementales parfois fortes comme dans le 78 (75 postierEs en AG). Et sur proposition de SUD-PTT, une journée de grève nationale va avoir lieu ce jeudi 8 décembre. La CGT et l'UNSA ont rejoint cet appel : ce sera donc le premier appel intersyndical national à La Poste depuis 2009!

Correspondant

1 - Mardi 6 décembre à 8 h à la cour d'appel, 5, rue Camot à Versailles (78).

ARGENTINE**L'extrême gauche réunie contre l'austérité et le gouvernement de droite**

Avec 20 000 participantEs, le Front de gauche et des travailleurs (FIT) vient d'organiser le plus grand meeting de l'extrême gauche argentine depuis la fin des années 1980 contre la politique austéritaire de Mauricio Macri...

Il y a un an, le candidat de la droite Mauricio Macri était élu président de l'Argentine, mettant ainsi fin aux 12 ans de gouvernement du couple Kirchner. Ce virage à droite du champ politique fait tendance dans le continent, dans une sorte de retour de bâton des promesses non tenues par les gouvernements dit progressistes. Au Brésil, n'ayant pas pu imposer son programme par les urnes, la droite n'a pas hésité à faire le coup institutionnel qui a destitué la présidente Dilma Rousseff.



TravailleuEs et jeunes en meeting samedi 19 novembre. DR

Des cadeaux pour les patrons... et la bureaucratie syndicale

Cette première année de mandat de Macri a été marquée par un tournant austéritaire et par de nombreuses mesures contre les travailleuEs et les couches populaires : forte dévaluation de la monnaie (avec une perte induite du pouvoir d'achat), cadeaux offerts aux fonds voutours, aux grands propriétaires fonciers et aux patrons de l'industrie, plus de 200 000 licenciements, augmentation des tarifs d'électricité, d'eau et de gaz, etc.

Si ce tournant n'a pas été encore plus violent, c'est qu'un certain rapport de forces s'était installé pendant la période précédente, en particulier dans les secteurs organisés du mouvement ouvrier. C'est pourquoi pour imposer son programme, Macri ne se prive pas de gestes en direction des directions syndicales bureaucratiques afin de s'acheter une trêve sociale : 1,7 milliard de pesos (l'équivalent de plus de 100 millions d'euros) transférés sur les comptes de la CGT argentine au titre de l'aide aux mutuelles gérées par les syndicats...

20 000 personnes contre le capitalisme

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu samedi 19 novembre dans un stade de football de Buenos Aires un meeting du FIT regroupant les trois principales organisations trotskistes du pays : le plus grand événement de ce type à l'appel de l'extrême gauche depuis la fin des années 1980.

Ancien candidat du FIT à l'élection présidentielle de 2015, Nicolás del Caño du Parti des travailleurs socialistes a clôturé le meeting. Il a condamné la « caste de politiciens » qui s'enrichit lorsqu'elle est au pouvoir et quand elle gravite au sein de l'administration publique : « Ces gens-là, a-t-il dénoncé, ne savent pas ce que veut dire vivre avec le salaire d'un travailleur ».

« À l'exception des syndicats et de certaines organisations sociales, aucune autre force politique n'a la capacité, en Argentine, d'organiser un meeting aussi massif que celui que nous avons organisé, a poursuivi del Caño, sans avoir recours au clientélisme ni à l'argent de l'État. Tout ceci est extrêmement significatif et installe le FIT comme l'une des forces politiques de première importance au niveau national. »

L'ancien candidat a également appelé à élargir le FIT de façon à le renforcer en tant qu'alternative politique : « Le programme sur lequel nous nous sommes mis d'accord pour appeler à ce meeting devrait être la base pour renforcer le FIT, pour ouvrir la discussion en direction de toutes les organisations, sans aucune exclusive. »

Daniela Cobet

USA Trump, la dictature brutale du capital...

Il qualifie « d'arnaque » le recomptage des voix demandé par Jill Stein dans le Wisconsin, en Pennsylvanie et dans le Michigan, et dénonce sans la moindre preuve « la fraude électorale » en faveur de Clinton ! Le nouveau représentant de la dictature de Wall Street, qui qualifie brutalement Castro de dictateur, affiche son arrogance...

Conflit ou fusion d'intérêts ?

Élu sans dévoiler sa situation financière et fiscale, Trump sera certainement l'homme le plus riche de l'histoire à s'installer à la Maison Blanche, avec une fortune évaluée entre 4 et 10 milliards. « En théorie, je pourrais parfaitement diriger de concert mes affaires et celles du pays », assure-t-il et ce n'est pas que théorique...

Les présidents argentin et philippin ont déjà activé leurs relations d'affaires avec le promoteur Trump pour entrer en contact avec le président Trump. Ivanka, sa fille, a été associée à la visite du Premier ministre japonais et à la conversation avec le président argentin Macri. Trump aurait aussi demandé l'aide de Nigel Farage pour faire annuler un projet d'éoliennes... qui menace la vue de son golf d'Aberdeen ! Pour Trump, il semblerait que l'État et ses propres affaires ne fassent qu'un.

« America great again » ou entériner la dégradation des rapports de forces ?

Il dit tout et son contraire, l'imprévisibilité faisant partie de sa stratégie personnelle, y compris sur les questions de politiques internationales. Il semble cependant avoir une idée fixe : mettre un terme au traité de libre-échange, le TPP, signé fin 2015. Ce traité réunit douze pays de la zone Pacifique,

Deux semaines après l'élection présidentielle, Hillary Clinton a creusé l'écart en nombre de voix. Elle obtient désormais 2,2 millions de voix de plus que Trump. Mais la page est tournée, Trump est dans la place et entend bien s'en servir sans contestation.

TRUMP SE VEUT RASSURANT

des États-Unis au Japon en passant par le Vietnam, à l'exception de la Chine... Car ce partenariat transpacifique était au cœur de la stratégie du « pivot » vers l'Asie défendue par Obama, avec l'ambition assumée de contrebalancer l'influence grandissante de la Chine.

En retour, au sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le président chinois Xi Jinping a appelé à accélérer les travaux en faveur de sa propre initiative : un partenariat économique

régional entre la Chine, l'Inde, l'Australie : l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)... mais sans les États-Unis ! « La construction, dit-il, d'une zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique est une initiative stratégique vitale pour la prospérité à long terme de la région. Nous devons nous y atteler fermement. » Cette zone Asie-Pacifique (FTAAP) rassemblerait les 21 économies de l'APEC, qui représentent 60 % du commerce mondial et 40 % de la

population. Le repli annoncé par Trump semble ainsi entériner une perte d'influence économique et politique des États-Unis en Asie.

Tout pour les banques

Celui qui dénonçait la « possédée par Wall Street » (Clinton) ou qui déclarait : « Je connais les gens de Wall Street. [...] Wall Street nous a causé d'énormes problèmes. On va taxer Wall Street », a pris un sérieux virage... Il part maintenant en guerre contre la loi Dodd-Frank de 2010, votée par les Démocrates après la crise des subprimes. Cette loi, pourtant bien timide, prétend limiter les activités spéculatives des banques (à hauteur de 3 % des fonds propres) et encadrer les produits dérivés. « Dodd-Frank empêche les banques de fonctionner [...], il faut que ça cesse ». Un empêchement pour le moins relatif, mais Trump part en guerre contre toute réglementation qui limiterait la liberté des grands patrons. Il voit le monde à son image. Et Wall Street jubile : le Dow Jones a franchi la barre des 19 000 points pour la première fois de son histoire.

Alors que la reprise économique est pour le moins fragile, le monde de la finance veut avoir toute liberté pour faire de nouveaux profits. Il veut libérer les taux d'intérêts, augmenter les prix... Trump, qui leur promet d'injecter 1 000 milliards de dollars dans les travaux d'infrastructures tout en baissant les impôts, est leur homme. La spéculation voit de beaux jours arriver... Sauf qu'au bout de cette folle course financière qui s'engage à l'échelle mondiale, il y a le krach !

Yvan Lemaître

BURUNDI Une politique génocidaire

Les accords d'Arusha signés en 2000 avaient permis au Burundi, petit État d'Afrique centrale, de sortir d'une guerre civile de dix ans. Ces accords prévoyaient un équilibre entre les Hutu et les Tutsi dans les principaux organes dirigeants du pays et une impossibilité pour le président de briguer un troisième mandat...



En mai, des manifestations durement réprimées. DR

services de police et de l'armée des Tutsi, mais aussi des Hutu qui refusent cette politique...

Un risque de génocide

Pierre Nkurunziza, qui a été le premier président africain à féliciter Trump pour son élection, plonge le pays dans l'isolement en refusant la présence d'une force de maintien de la paix de l'Union africaine, en se retirant de la CPI,

en rompant sa collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies. Une façon pour lui de se faciliter la tâche pour imposer des mesures extrêmement préoccupantes.

Le recensement ethnique dans l'ensemble de l'administration², le déploiement de téléphones portables aux Conseils locaux de sécurité qui permet un maillage du territoire, la distribution de machettes aux populations, le creusement de trous censés servir à l'installation de latrines qui peuvent servir de charniers³. Des mesures du même type que celles prises par les extrémistes Hutu qui ont préparé le génocide des Tutsi au Rwanda.

Les extrémistes du pouvoir, à l'image de Révérien Ndirikiyo (président du Sénat) ou de Pascal Nyabenda (président de l'Assemblée nationale), ne se cachent plus pour proférer des menaces à l'encontre de la communauté tutsi et mènent une propagande raciste.

Actuellement cette politique n'a pas de prise sur la grande majorité de la population, mais les difficultés économiques dans lesquelles se débattent la grande majorité des Burundais pourraient à terme changer la donne.

Paul Martial

1 – <http://www.irinnews.org/fr/report/99377/>

le-projet-de-modification-de-la-constitution-du-burundi-soulève-des-inquiétudes

2 – <http://www.rfi.fr/afrique/20161110-burundi-inquietude-recensement-ethnie-fonctionnaires>

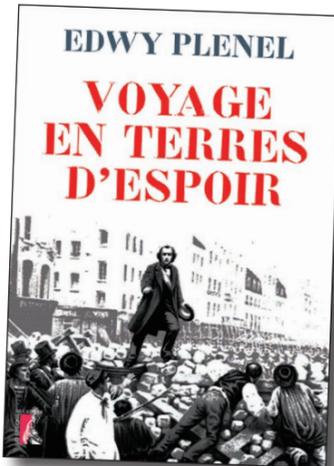
3 – <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/burundi/burundi-une-repression-aux-dynamiques-genocidaires>

Essai

Voyage en terres d'espoir, Edwy Plenel

Éditions de l'atelier, 2016, 25 euros

Un séjour qui vaut le détour... En publiant cet ouvrage, Edwy Plenel nous invite à emboîter le pas du mouvement ouvrier, et à en redécouvrir les traces qui lui sont chères...



« d'une histoire ouverte, sans fin ni finalité, à faire et à inventer ». Il est question ici de notre histoire, pas la « longue litanie des vainqueurs qui réquisitionnent l'histoire, la grande histoire où de grandes circonstances fabriquent de grands hommes ».

Trajectoires individuelles et irruptions collectives

Plutôt que de nous présenter sa playlist attitrée, l'auteur a choisi de nous emmener en balade : des bureaux de *Mediapart* – à proximité de la plaque commémorative du député Alphonse Baudin qui mourut sur les barricades le 3 décembre 1851 en tentant vainement de dresser le peuple des faubourgs parisiens contre le coup d'État bonapartiste – jusqu'à Portbou où Walter Benjamin rédigea sa dernière lettre avant de se suicider, alors qu'il passait clandestinement de la France à l'Espagne avec l'aide d'une militante antinazie, Lisa Fittko, qui sera le dernier visage retenu par ce livre.

En nous faisant partager une galerie de portraits particulièrement évocateurs, l'ouvrage prend le parti pris de redonner vie au mouvement ouvrier. À l'encontre de la vision standardisée et momifiée héritée du stalinisme, Edwy Plenel épouse volontairement la démarche singulière du *Maitron*,

où les trajectoires individuelles rencontrent les irruptions collectives. Il met ainsi en valeur la diversité des horizons, des parcours, des opinions, et des modalités d'action. « Une histoire maillée d'histoires » aux intonations libertaires. Dès lors, le mouvement ouvrier n'est plus une armée monocole de clones, qui ne parle qu'une seule langue, il redevient un mouvement conscient, réel et pluriel. Il s'incarne dans des vies concrètes.

Raison pour laquelle son internationalisme ressort avec d'autant plus d'éclat. Portés par le sens du commun propre au projet d'émancipation qui les animait, les pionniers dont nous pouvons nous revendiquer avec fierté exécutaient les replis chauvins et ne supportaient pas les frontières. Des exilés de la Commune aux militants anticolonialistes, l'internationalisme a toujours été l'horizon libérateur du mouvement ouvrier. Horizon que d'aucuns voudraient barricader aujourd'hui, tout en jouant les testamentaires de cette histoire de lutte.

Or, comme le rappelle Edwy Plenel, nous héritons d'une « histoire sans testament » qu'il faut prendre pour ce qu'elle est : « une promesse en jachère que nous nous faisons à nous mêmes »

Olivier Besancenot

Le jeu de pistes lui a été suggéré à l'occasion de la sortie du dernier tome de la cinquième période du dictionnaire biographique *le Maitron*, qui couvre une période allant de 1789 à 1968. Edwy Plenel rend ici un hommage original à l'œuvre monumentale qu'avait initié Jean Maitron en 1955. Aujourd'hui, grâce à ce travail, des milliers de notices, compilées sur 76 tomes, sont consacrées à la vie de ceux et celles qui ont lutté jusqu'à aujourd'hui. Ces tranches de vie choisies « ne racontent pas un passé mort, embaumé et desséché » mais « une histoire vivante, avec ses lumières et ses ombres, ses gloires et ses misères ».

Composée de militants de partis, de syndicalistes, de membres de sociétés clandestines (par exemple les « Marianeux »), d'activistes invités ou d'incorrigibles redresseurs

de torts, cette multitude méritait, en effet, que l'on se penche à nouveau sur elle. Car, chacun à sa manière, tous ont tissé un fil invisible qui nous relie à eux, donnant à nos combats un sens et une portée qui dépassent les enjeux présents : nous ne faisons pas que résister aux mauvais coups du moment, nous perpétons aussi les combats passés. Toutes ces notices saisissent une parcelle de la mémoire de l'histoire des vaincus. Des « vaincus qu'en apparence », comme le rappelle Edwy Plenel, car ils nous lèguent la liberté inestimable

Le sacrifice des paysans, une catastrophe sociale et anthropologique, Pierre Bitoun et Yves Dupont

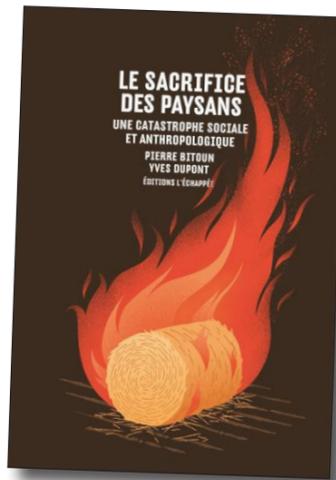
l'Échappée, 2016, 19 euros

« J'appartiens à un peuple disparu. À ma naissance, il constituait encore plus de 60% de la population française. Aujourd'hui, il n'en fait même pas 2%. Il faudra bien un jour reconnaître que l'événement majeur du 20^e siècle n'aura pas été l'arrivée du prolétariat, mais la disparition de la paysannerie. » Ces premiers mots du personnage de Jean Clair dans son roman de 2013 *Les Derniers Jours* cités par les auteurs de l'essai nous projettent d'emblée au cœur des bouleversements non pas seulement d'une classe sociale mais de toute la société française : une classe sociale – les paysans – a été engloutie en moins d'un siècle...

Si la hiérarchisation indiquée peut être discutée, le fait est là, patent : la quasi-disparition des paysans, caractérisée ici comme une catastrophe sociale et anthropologique, est sous-estimée, y compris par les anticapitalistes. Sans doute sous-estimée tant le phénomène a été rapide : l'immense majorité des « prolétaires des usines et des services » d'aujourd'hui sont des enfants ou des petits-enfants de paysans d'il y a 60 ans. Et ce prolétariat en très forte expansion lors des mal nommées « trente glorieuses » a connu lui-même de très grands bouleversements lors de ce que les auteurs appellent « les quarante honteuses ». Car ce ne sont pas de simples glissements d'effectifs dont il s'agit : ce sont toutes les structures sociales qui sont frappées, et pas à leurs marges ! Et bien sûr, l'activité de ceux qui sont restés dans les campagnes s'en est trouvée totalement chamboulée. Sous le fouet du néolibéralisme, du marché capitaliste mondialisé, les

campagnes se sont « modernisées » – et comment ! –, les paysans sont devenus « agriculteurs », « entrepreneurs de l'industrie agricole ». Productivisme, illimitation, marchandisation, artificialisation, numérisation même, sont les mots utilisés dans leur travail de description/interprétation du capitalisme réellement existant dans les campagnes. La finance, la dette, l'endettement phénoménal par la fuite en avant dans le machinisme, les institutions européennes, sont regardés en face. Les drames humains, les suicides sont rapportés. Les auteurs n'ont pas la religion des chiffres et l'on ne sera pas pris sous une avalanche de statistiques. Leur

approche généraliste peut être particulièrement utile à ceux et celles qui essaient de construire une stratégie d'ensemble pour rompre avec le capitalisme. Pierre Bitoun et Yves Dupont sont d'authentiques militants de l'agriculture paysanne, en rupture avec leurs professeurs happés par la politique institutionnelle socialiste, Nallet notamment, en grands connaisseurs du syndicalisme paysan FNSEA et Jeunes Agriculteurs, en amis de la Confédération paysanne... Parce qu'ils fuient délibérément la spécialisation, parce qu'ils s'intéressent sérieusement à la question démocratique et à l'État, ils nous livrent des réflexions précieuses



sur le FN et la ruralité. Dans la perspective de l'écopsocialisme, nous avons là une contribution à ne pas négliger.

Fernand Beckrich

Roman jeunesse

La Maraude, Ahmed Kalouaz

Le Rouergue, 2016, 9,70 euros

La maraude, c'est la tournée organisée par la Croix Rouge qui, bénévolement, apporte du réconfort le soir et la nuit aux personnes vivants dans la rue, leur apporte de la chaleur, un peu de soupe et une oreille attentive. Son univers est celui de ce roman. Le père de Théo était menuisier dans un village du Vercors. Son fils appréciait la belle odeur de sciure lorsqu'il rentrait le soir. Ce père rieur un jour n'a plus été le même. Comme ses collègues, le papa de Théo est resté sur le carreau à la fermeture définitive de son atelier. Son visage s'est fermé, son regard est devenu absent. Et puis la descente, les journées passées au café pour tuer le



temps, sortir de la maison. Un soir, le père ne rentre pas, les recherches pour le trouver restent vaines. Deux semaines après son départ, un voisin dit l'avoir aperçu dans une rue de Grenoble, à la dérive. Théo part à sa recherche sans en dire mot à sa mère. Il découvre durant trois jours le monde des sans-domicile-fixe, leurs terribles conditions de vie, la dureté de vivre dans la rue pour une femme, leur histoire personnelle, des histoires de vies brisées, de rêves évanouis, de misère sociale, de violence, de chômage et de descentes aux enfers en un rien de temps. C'est avec sobriété et retenue qu'Ahmed Kalouaz trace ces portraits émouvants. Il nous tient en haleine à travers ce récit où, photo à la main, Théo est en quête d'une rencontre avec son père. Un livre écrit pour la jeunesse, mais pas que...

Yvan Lemaître

Exposition

Un siècle d'affiches politiques et sociales en bandes dessinées et « Suivre Charlie »

Deux expositions jusqu'au 31 décembre 2016 au musée de la bande dessinée à Angoulême (16)



Les grandes salles de la Cité internationale de la bande dessinée se prêtent merveilleusement à l'exposition de l'affichage politique. En apothéose, l'affiche de Willem pour « la Fête rouge 1975 » de la LCR explose en fond de salle, ravit les nostalgiques et surprend toujours les jeunes par son inventivité.

La bande dessinée a été, tout au long de son histoire, mêlée aux luttes politiques et sociales, citée, instrumentalisée, détournée. Au début, la réaction domine... La réaction la plus hideuse s'étale de la fin du 19^e siècle à 1945 sur les panneaux de la première partie de l'exposition. Pendant l'affaire Dreyfus, la droite extrême domine et l'antisémitisme le plus éculé recouvre les murs de nos villes. Les islamophobes d'aujourd'hui ont encore un peu de chemin à parcourir avant de rejoindre le niveau de haine raciste des productions de l'imprimeur Glucq. Un peu plus tard, à l'époque du cartel des gauches et du Front populaire, les dessinateurs les plus talentueux sont toujours au service de la réaction. Henri de Kérillis fonde même le Centre de propagande des Républicains nationaux, avec des auteurs comme André Galland, Sennep et même Pellos.

La gauche réagit mollement avec le Front populaire et des auteurs comme Grandjouan ou Cabrol mais, très vite, le régime de Vichy va tout écraser et recourir massivement à l'affiche et à la BD « instructive » (antisémite, antigauilliste et anticommuniste naturellement...). La gauche bouscule tout... À partir des années 1960, la tendance s'inverse et la bande dessinée devient l'apanage du militantisme de gauche et d'extrême gauche. Partis, syndicats, associations s'en servent pour promouvoir la cause politique, sociale (la réduction du temps de travail), écologique, antimilitariste, etc. Cabu, Tardi, Reiser, Wolinski, Willem, Tignous se déchaînent et prêtent leur crayon à la CFDT, au PSU, à la LMR, au MRAP, au CAN, au GARI... et à la LCR. Grande époque ! Si le souffle est un peu retombé, c'est encore un vent de liberté qui domine.

« Suivre Charlie »... Terminer la visite par cette autre exposition ne manque pas d'intérêt. Outre le plaisir de traverser la Charente sur la passerelle Corto-Maltese, le visiteur se rassure avec l'histoire de la caricature où les libertaires ont toujours dominé. Cela débute, dès 1835, avec Charles Philippon qui nous croque un Louis Philippe en poire et déclenche les foudres de la censure. Elle sévira totalement jusqu'en 1881, puis la loi sur la liberté de la presse remettra les pendules à l'heure. La suite ne réserve pas de grande surprise avec le *Canard*, *Hara Kiri*, *Hara Kiri hebdo*, *Charlie Hebdo*, *Actuel*, *La grosse Bertha*, le retour de *Charlie*, la rupture Siné puis la tragédie et le mouvement « not in my name »... Le plus intéressant est la mise en perspective des deux écoles modernes pour la caricature aujourd'hui : celle de Plantu, responsable, et celle de Siné et de *Charlie* qui refuse l'autocensure. L'exposition ne tranche pas, mais les visiteurs oui : vive la liberté de caricaturer !

Sylvain Chardon

« Il n'y a que l'émergence d'un grand mouvement populaire qui pourra balayer le sort qui nous est promis »

Entretien. À l'occasion de la sortie de son dernier (et étonnant) ouvrage¹, nous avons rencontré l'écrivain, réalisateur, militant...
Gérard Mordillat.

Ton dernier livre est une présentation... d'un texte de Benito Mussolini! Drôle de projet non? Avec quels objectifs?

Le plus drôle pour moi était de voir mon nom associé à celui de Mussolini sous la rubrique «auteurs», alors que je ne suis que le bénéficiaire du texte! Sinon, en me penchant sur les écrits – qu'ils soient ceux de la tradition monothéiste ou ceux constitutifs des doctrines politiques –, je réponds à l'injonction des rabbins «scrutez les lettres!» à laquelle je souscris entièrement. À force d'être utilisés comme injures, les termes «fasciste» ou «fascisme» sont devenus banals, mais beaucoup ignorent en réalité ce qu'ils véhiculent comme idéologie, comme pensée politique, comme programme d'action.

Lire Mussolini aujourd'hui, c'est redonner une perspective historique au fascisme tel qu'il s'exprime désormais à mots couverts, à ambitions masquées dans la politique française. S'il n'y a pas encore de parti «fasciste» en France (désigné comme tel), il y a un fascisme rampant, pervers qui métastase tous les courants des partis soi-disant «de gouvernement». Je pense qu'il est urgent d'appeler les choses par leur nom, de nommer un fasciste un fasciste. Les représentants de «la droite dure» (à la mode LR), de la gauche de droite (genre PS) ou de l'extrême droite (façon FN) sont en réalité soit des fascistes qui s'ignorent soit des fascistes rusés et patients, mais ce sont au regard des écrits de Mussolini des fascistes, sinon à la lettre, en tout cas dans l'esprit, avant de l'être en actes.

À ce sujet, un débat existe sur la «nature» du Front national, parti fasciste ou pas, ou plus... Qu'en penses-tu?

Le Front national, dans son orientation voulue par Marine Le Pen et Florian Philippot, défend une position nationaliste (la France d'abord!); une position étatiste (l'État commande, contrairement à Jean-Marie Le Pen qui, à l'instar de Reagan, voyait l'État non comme la solution mais «comme LE problème»); il prétend être ni de droite ni de gauche et développe un programme social qui exclut les syndicats. Ces quatre points se retrouvent dans la doctrine de Mussolini, on peut donc dire que le FN (dans cette version)



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

est un parti héritier de la pensée du Duce, un parti fasciste. Sans doute faut-il nuancer cette affirmation notamment sur le plan économique où le FN est tout à la fois protectionniste et libéral, réclamant la fermeture des frontières et la rupture avec l'Europe, mais ne remettant en cause ni le libre échange, ni le droit de propriété, ni le capitalisme comme unique moteur du progrès. Disons que le FN oscille entre le cynisme et la démagogie et ne révélera sa vraie nature fasciste que si, par malheur, il parvient au pouvoir.

On le voit bien avec le débat de la primaire de la droite, l'air du temps est nauséabond, les idées réactionnaires ont l'air d'avoir la cote... Comment l'expliquer?

Les porte-parole de la «mondialisation heureuse» l'ont chanté dans toutes les cours et sur tous les tons, elle allait apporter à tous et à toutes bonheur, richesse et prospérité. Certains y ont cru ou ont voulu y croire. Le réel a vite fait de faire voler en éclats ces illusions. La mondialisation a apporté bonheur, richesse et prospérité à une infime minorité (ceux dont l'activité et les intérêts sont à l'international et dont les fortunes ont connu une courbe exponentielle). À l'inverse, l'immense majorité des populations en France, en Europe, voire aux États-Unis, ont vu s'abattre sur elles: précarité, déclassement, chômage...

Dès lors – pour ne considérer que la France – d'un côté la petite bourgeoisie et la bourgeoisie franco-française (la fameuse et introuvable «classe moyenne»), les cadres, les patrons de PME travaillant à l'hexagonal se sont sentis floués, trahis et cherchent refuge dans le nationalisme et l'étatisme; de l'autre, les classes populaires, par désespoir ou par naïveté, suivent le même mouvement qui les entraînera dans l'abîme, comme si l'enfer qui les attend était plus protecteur que se risquer au combat pour défendre leurs droits, pour rendre à la démocratie son sens premier de «gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple», pour refonder la République dans une perspective démocratique.

Car, ne nous y trompons pas, les idées réactionnaires qui fleurissent à tout bout de médias témoignent combien nous sommes dans un régime post-démocratique – puisque la volonté des citoyens, leur vote, est considéré comme négligeable

(remember 2005) – et post-républicain puisque l'idée centrale de la République, l'égalité, est ostracisée et disqualifiée dans tous les discours des responsables de tous les partis dits «de gouvernement».

À l'opposé, il y a quelques mois, un mouvement exceptionnel et multiforme (dans la grève, dans la rue, sur les places...) avait lieu contre la loi travail. Quel bilan en tires-tu?

Nuit debout avait d'enthousiasme de voir naître une conscience politique chez nombre de jeunes filles et de jeunes gens qui, jusqu'alors, étaient restés en dehors des mouvements de protestation. Il y avait un croisement des générations très stimulant car ce qui s'exprimait ne s'exprimait pas à sens unique, chacun étant avide d'apprendre de l'autre, des autres, qu'ils soient jeunes ou qu'ils le soient moins. Cette prise de conscience est un trésor pour les combats à venir. Des manifestations, je retiendrais – hélas – l'instrumentalisation de la colère populaire par les médias et la répression exercée par les forces de l'ordre transformées en milices patronales au service du Medef et de ses serviteurs, messieurs Hollande, Valls et consort... En fin de compte, cela me confirme que le vieux slogan «on a raison de se révolter» est toujours d'actualité et que nous ne sommes pas assez révoltés, que nous ne le serons jamais assez.

Dans ce tableau, quelles perspectives d'après toi pour notre camp social,

pour la «vraie gauche», la «gauche radicale» (qu'importe les termes...)? Du FN au PS en passant par tout l'arc-en-ciel des droites, le cri thatcherien est unanime, «il n'y a pas d'alternative»: le capitalisme est la fin de l'histoire et la démocratie se confond avec le marché. Ma question est: jusqu'à quand allons-nous prendre ces mensonges pour une vérité révélée? Jusqu'à quand les classes populaires doivent-elles endurer ce qu'elles endurent pour garantir l'opulence des sectateurs du dieu Profit? Jusqu'à quand allons-nous accepter qu'il y ait en France plus de huit millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté (chiffres de l'Insee) dont plus de deux millions qui n'ont que quatre cents euros par mois de revenus? Jusqu'à quand allons-nous accepter que tel ou telle gagne en une heure ce qu'un autre ne gagnera jamais en une vie de travail?

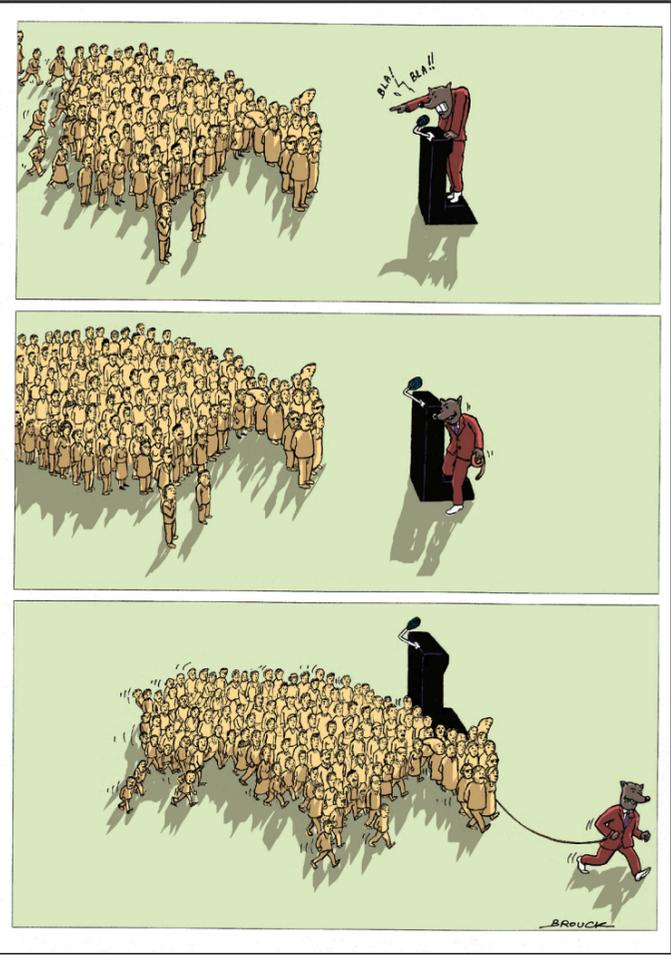
Je ne crois pas à la voie électorale, pensée de telle sorte qu'en aucun cas les espoirs que nous portons puissent être victorieux. À mes yeux, il n'y a que l'émergence d'un grand mouvement populaire qui pourra balayer le sort qui nous est promis. Un tel mouvement ne se décrète pas. Pour le déclencher, peut-être est-il urgent de faire sonner haut et fort l'article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793: «Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs».

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

1 – *Le fascisme de Benito Mussolini*, présenté par Gérard Mordillat, Démopolis, 2016, 12 euros. Sur un autre registre, mais sur le même thème, on lira de Gérard Mordillat, *Moi, présidente (sotie)*, une farce publiée chez Autrement, 2016, 10 euros.



L'image de la semaine



Vu ailleurs



FILLON FAIT DU BUSINESS.

François Fillon sera donc le candidat du parti Les

Républicains à l'élection présidentielle de 2017. [...] L'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy est peu loquace sur la question du lobbying. Et pour cause: en 2012, juste avant de commencer son nouveau mandat de député, François Fillon a créé une société de consulting, baptisée «2F Conseil», situé à deux pas des Invalides, et dédiée à des activités de conseil et des conférences. Son objet: «Le conseil, l'assistance, la formation, la réalisation d'études, de veille, d'audits, d'analyses ou de prestations» en faveur «de toute personne physique (...), personne morale (...), tout État et de tout organisme international européen, national, étatique, régional, départemental, municipal ou local».

La loi interdit aux députés de commencer des activités de conseil – sources de potentiels conflits d'intérêt – en cours de mandat, sauf pour certaines professions libérales réglementées, comme les avocats. François Fillon a créé la sienne juste avant d'être élu et a profité d'un décret qu'il avait lui-même signé permettant aux anciens ministres et parlementaires titulaires d'un diplôme de droit ou de son équivalent de devenir automatiquement avocat.

En 2012, ces activités de conseil lui ont rapporté 70 000 euros, selon sa déclaration d'intérêts et d'activités. En 2013, les profits ont grimpé à plus de 140 000 euros, soit sept fois le revenu salarial moyen. Et depuis? Impossible de le savoir, les députés n'étant tenus de déposer une déclaration auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique qu'une seule fois au cours de leur mandat. Pour l'année 2015, la société 2F Conseil a déclaré un chiffre d'affaires en hausse de 38%, à près de 300 000 euros.

Quelle est la nature exacte de cette activité? Qui sont les clients de 2F Conseil? Leur identité est-elle de nature à générer de possibles conflits d'intérêt? Contactée à plusieurs reprises, l'équipe de François Fillon a refusé de répondre à nos questions.

«Les très discrètes mais lucratives "activités de conseil" du candidat François Fillon», Olivier Petitjean et Rachel Knaebel, *Bastamag*, lundi 28 novembre 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € 1 an 56 €	6 mois 20 € 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € 1 an 100 €	6 mois 38 € 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org